

RD-CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2558 - LUNDI 14 MARS 2015

ITIE-Secteur extractif

Les efforts de transparence de la RDC couronnés

Le ministre des Mines, Martin Kabwelulu, a présenté officiellement le 10 mars le trophée décerné au pays par l'Initiative pour la transparence des industries extractives (Itie) internationale, le tout premier de cette organisation depuis sa création en 2002. Le choix porté sur la RDC dans l'attribution de ce prix reste motivé par un certain nombre des paramètres avec, à la clé, les efforts de transparence fournis notamment dans la divulgation des chiffres liés au secteur extractif, mais aussi des propriétaires réels des entreprises extractives (minières et pétrolières) qui exploitent sur le territoire national.

Depuis son adhésion à l'Itie internationale, en effet, la RDC n'a cessé de publier régulièrement ses rapports qui mettent en exergue la traçabilité des revenus dans le secteur extractif, la propriété réelle ainsi que la fiabilisation des données sous l'impulsion de la coordination locale Itie-RDC. [Page 20](#)



Au premier-plan, Matata Ponyo et Martin Kabwelulu

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

La RDC accélère la mise en circulation du nouveau passeport biométrique à puce

Des diplomates en poste dans les soixante-quatre ambassades et huit consulats généraux de la RDC à travers le monde suivent en Belgique une formation sur les procédés d'enrôlement et de capture biométriques pour ces pièces d'identité.

À l'issue de la formation, ces fonctionnaires assermentés en poste à l'étranger auront la lourde responsabilité, sous l'autorité de leurs chefs de missions diplomatiques respectifs, de superviser les

opérations délicates du processus d'obtention du passeport congolais, véritable instrument de souveraineté de l'État.

Le gouvernement s'emploiera, par la suite, à déployer les kits d'enrôlement et captures biométriques dans les différentes missions diplomatiques ainsi que sur toute l'étendue du territoire national en vue de permettre à un grand nombre des requérants de se doter de ce précieux document.

[Page 18](#)

ÉTAT CIVIL

Lancement du projet de renforcement de l'enregistrement des naissances

Le « projet de renforcement des mécanismes de protection de l'enfant en rapport avec le droit fondamental à l'identité – enregistrement des naissances » vient d'être lancé par le gouvernement avec l'appui du ministère des Affaires mondiales du Canada et de l'Unicef. Financé à hauteur de huit millions de dollars canadiens, il vise à faire augmenter le nombre d'enfants enregistrés à l'état civil. Il s'agit de faire passer, d'ici 2018, de 25% à au moins 50% le taux de filles et de garçons de moins de 5 ans enregistrés à l'état civil. Prévu pour une durée de trois ans, ce projet couvre l'ensemble du territoire et prévoit que les enfants vulnérables, filles et garçons, acquièrent eux aussi une identité juridique grâce à l'obtention de leur acte de naissance. Le projet cible également les enfants sortis des forces et groupes armés. [Page 20](#)

DROITS DE L'HOMME

La VSV inquiète de l'état de santé de Christopher Ngoyi Mutamba

Le défenseur des droits de l'homme et président de l'ONG Synergique Congo culture et développement (SCCD) serait en danger de mort imminent après son retour en prison, révèle un récent communiqué de la Voix des sans-voix (VSV). Cette association de défense des droits de l'homme se dit très inquiète de la détérioration continue de la santé du coordinateur de la société civile de la RDC transfusé à cinq reprises pendant son internement au Centre hospitalier Nganda.

Certains spécialistes avertis ont avancé que la persistance de cette anémie pourrait être due à une intoxication dont seuls des examens approfondis de toxicologie pourraient être en mesure de révéler le type d'examen qui ne peut se réaliser qu'à l'étranger. Pour rappel, Christopher Ngoyi est accusé, entre autres, d'être un des instigateurs des manifestations populaires des 19, 20 et 21 janvier 2015.

[Page 19](#)

ÉDITORIAL

Ouverture

Il fut un temps, qui n'est pas si lointain, où l'on considérait de façon générale que la presse écrite, concurrencée par les médias électroniques, finirait tôt ou tard par disparaître. Ne pouvant rivaliser avec des organes d'information qui se jouent du temps et de l'espace les quotidiens, notamment, étaient perçus par nombre de professionnels comme condamnés à plus ou moins brève échéance. Et, de fait, en divers points du globe, les journaux paraissant chaque jour perdaient des lecteurs au point d'envisager leur fermeture.

De façon paradoxale, la conclusion à laquelle nous étions nous-mêmes parvenus au terme d'un examen très attentif des réalités de notre métier était radicalement inverse. Dès lors, en effet, que la presse écrite s'adaptait elle-même aux exigences du marché et faisait siennes les nouvelles technologies elle ne pouvait, à notre avis, que sortir vainqueur de la compétition engagée avec les médias audiovisuels. Et c'est ainsi que Les Dépêches de Brazzaville, sur lesquelles personne ou presque ne pariait à l'origine, ont vu le jour, se sont développées lentement mais sûrement, sont devenues incontournables à bien des égards.

Cette première étape ayant été franchie avec la parution de la version imprimée, puis électronique de notre quotidien, qui est disponible désormais six jours sur sept, il nous est apparu évident, tout récemment, qu'il ne fallait pas s'arrêter en si bon chemin. Pourquoi en effet condamner les lecteurs qui vivent loin du Congo à télécharger en format réduit et sur Internet un quotidien qui leur apporte chaque jour les informations en provenance de leur pays ? Pourquoi ne pas tirer parti des moyens de transmission modernes qui permettent à un journal d'être imprimé simultanément à Brazzaville, à Paris ou à Bruxelles ? Oui, pourquoi ne pas offrir aux Congolais de la diaspora la possibilité d'acheter et de lire chaque jour ce quotidien, notre quotidien ?

Ainsi paraissent à partir d'aujourd'hui, en Europe, Les Dépêches du Congo qui ont le même contenu que le quotidien que vous tenez ce matin entre les mains avec une «Une» différente qui mixe les grands titres de nos éditions de Brazzaville et de Kinshasa. Une «première» dans l'histoire de la presse africaine qui, jusqu'à présent, n'était diffusée que dans son pays d'origine et, pour nous, une nouvelle page qui se tourne dans l'histoire déjà très riche de votre journal.

Les Dépêches de Brazzaville

OBSERVATION DE L'ÉLECTION

L'Union européenne et les USA vont se contenter de leurs diplomates accrédités au Congo

Une délégation des pays membres de l'Union européenne (UE), élargie à l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au Congo, a échangé le 11 mars en après-midi, avec la Commission nationale électorale indépendante (CNEI) sur les préparatifs de l'élection présidentielle dont le 1er tour est prévu le dimanche 20 mars prochain



Henri Bouka remettant des documents aux diplomates ; crédit photo Adiac

Il est ressorti de cette concertation que l'UE n'enverra pas des observateurs au Congo, au cours de l'élection présidentielle qui pointe à l'horizon. Mais à défaut d'une mission internationale d'observation, elle se contentera d'un déploiement des diplomates de ses pays membres accrédités en République du Congo. Le chef de la délégation de l'UE, l'ambassadeur Saskia de Lang, l'a réaffirmé à la presse au sortir de la séance de travail de près de 2 heures avec le président de la CNEI, Henri Bouka. « Nous avons échangé aujourd'hui, entre autres, sur le déploiement des diplomates au Congo lors du scrutin présidentiel du 20 mars, c'est ce que nous prévoyons. Il n'y aura pas de missions étrangères, il n'y aura pas de missions internationales de la part de l'Union européenne. Comme je vous l'ai dit, cela se fera par le déploiement des diplomates ici sur le terrain », a indiqué celle qui conduisait la délégation composée des ambassadeurs de France, d'Italie, des Pays-

Bas et de l'Allemagne en poste à Brazzaville.

De son côté, l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au Congo, Stephanie Sullivan, s'est dit sorti de cette rencontre avec une meilleure compréhension sur les préparatifs en cours. « Il y a un programme qui se déroule et il y a encore neuf jours, mais je pense que tout se passera dans des meilleures conditions parce que ce n'est pas la première élection organisée dans le pays. Ce qui est vrai, nous avons constaté l'unanimité pour que le processus se déroule dans la paix, avec la participation libre pour une élection apaisée », a-t-elle déclaré, réaffirmant elle aussi le déploiement des missions diplomatiques pour l'observation de l'élection.

« Il s'agit d'une mission d'observation »

Le président de la CNEI a, quant à lui, rappelé que c'est à la demande de ces diplomates que cette rencontre a eu lieu. Ce qui a permis

aux participants de passer en revue la préparation du scrutin et les dispositions légales qui s'appliquent dans le cadre des préparatifs des élections au Congo. « Les ambassadeurs accrédités au Congo, qui se déploient sur le terrain, c'est une mission d'observation. Donc, qu'ils soient venus de France, des Pays-Bas, de l'Allemagne ou de l'Amérique, où que l'on ait pris des ambassadeurs en poste à Brazzaville ou de l'autre côté du fleuve pour venir observer, il s'agit d'une mission d'observation », a laissé entendre Henri Bouka, qui a remis à chaque diplomate des documents de textes légaux et réglementaires en matière d'organisation des élections au Congo.

Il faut toutefois signaler qu'en dehors de l'UE, d'autres missions d'observation de la prochaine présidentielle se sont annoncées au ministère congolais des Affaires étrangères, à l'instar des groupes des observateurs de la Francophonie et de l'Union africaine.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou
(chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya
n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsigmet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PRÉSIDENTIELLE DU 20 MARS

À Djambala, Denis Sassou N'Guesso assuré de l'emporter dès le premier tour

Fort du soutien que lui apportent ses partisans depuis le début de sa campagne électorale, Denis Sassou N'Guesso a pris acte, le 11 mars, à Djambala, de l'engagement de ses partisans à voter massivement pour lui, le 20 mars prochain. C'était au cours du meeting qu'il tenait dans le chef-lieu du département des Plateaux en présence d'une foule galvanisée par toutes sortes de slogans et de chants à l'honneur du candidat.



Denis Sassou N'Guesso à Ngo

Dans son discours de circonstance, Denis Sassou N'Guesso a promis, au lendemain de la victoire qu'il dit certaine le 20 mars de poursuivre pour Djambala et les autres districts du département, la construction des infrastructures inscrites au programme de la municipalisation accélérée. Il a estimé que les bases sont jetées partout dans le pays pour lui permettre d'assurer son développement mais que celui-ci passe nécessairement par la formation et la qualification des citoyens aux métiers divers. Cette démarche, a expliqué le candidat du Rassemblement de la majorité présidentielle, figure en bonne place dans son projet de société 2016-2021 qu'il entend mettre en œuvre aussitôt après son élection.

La cérémonie dont la modération était assurée par Florent Ntsiba a donné lieu à des prestations scéniques puisées dans la culture ancestrale des peuples des Plateaux visiblement réservées aux initiés. Ce qu'expliquait peut-être la présence de nombreux chefs traditionnels à la cérémonie.

L'étape de Djambala était précédée par celle de Ngo, à 123 kilomètres. Le meeting tenu après une pluie de plusieurs heures a également été ponctué d'engagements mutuels entre le candidat et ses partisans. « Vous aviez promis l'électricité à Ngo, il y a quelques années et vous avez tenu parole puisque notre localité est électrifiée, mais nous manquons de l'eau potable » a plaidé le directeur local de campagne, Auguste Gongarad Nkoua. Réponse du candidat: « Les études de faisabilité du projet d'adduction d'eau de Ngo sont déjà réalisées et nous le concrétiserons ».

Gankama N'Siah

Encore de nombreuses étapes à parcourir pour le président sortant

Alors qu'il devra poursuivre sa campagne électorale dans les pays de la vallée du Niari, les 15 et 16 mars, l'accueil que le candidat Denis Sassou N'Guesso a reçu, tour à tour, à Sibiti, Mossendjo et Makabana, le 12 mars, renseignait à peu près sur la qualité du travail qu'accomplissent ses équipes de campagne dans cette partie du Congo. Du moins au plan de la mobilisation sur les lieux de meetings pris d'assaut par ses partisans, peut-être aussi des curieux à classer au rang des hésitants qu'il importe de convaincre par une campagne du porte-à-porte.

Un temps capricieux

Toujours est-il que l'ambiance festive imprimée à ces rassemblements électoraux témoigne d'une certaine complicité entre le candidat du Rassemblement de la majorité présidentielle et ces foules. Presque en effet toujours la même photo: descendu de l'hélicoptère où de son avion décoré pour la circonstance, debout sur son 4x4 décapotable, ou à bord d'un Toyota hilux, il se fraye le passage parmi la foule qui l'ovationne. Il est accompagné de son épouse, Antoinette Sassou N'Guesso, active depuis le début de la campagne, le 4 mars.

Sous le soleil, ou sous la pluie - le temps est bien capricieux en ce mois de mars électoral - le candidat écoute une brève allocution du directeur local de sa campagne. Bien souvent cette allocution tourne autour de la promesse d'un vote à 100%, et des doléances des populations de la localité visitée. Denis Sassou N'Guesso répond par l'affirmative, non parce qu'il se trouve en campagne électorale, mais se défend-il, parce qu'il est dans la continuité des réalisations qu'il a entreprises depuis une quinzaine d'années dans tous les départements du Congo et décidé à poursuivre son action.

La route Lekana-Djambala

La promesse du vote à 100% au scrutin du 20 mars lui a été faite à Lekana, le 12 mars, après celles entendues à Ngo et Djambala la veille. Les doléances des populations qu'il a écoutées et s'est engagé à concrétiser une fois élu, portent sur la réhabilitation de la route Lekana-Djambala, l'approvisionnement de Lekana en eau et en électricité.

L'électricité pour Sibiti

Sibiti, chef-lieu du département de la Lekou-

mou, qui a connu l'expérience de la municipalisation accélérée en 2013, est devenue une ville coquette, mais tous les problèmes ne sont pas résolus, à fortiori Mossendjo et Makabana, deux localités du département du Niari qui a vécu sa municipalisation en 2006. Les échanges avec le président-candidat ont ici pris toute leur importance avec la promesse faite par Denis Sassou N'Guesso d'achever le chantier de l'électrification de Sibiti déjà avancé, à partir de la centrale de Moukoulou dans la Bouenza. Il a aussi annoncé la reprise des activités de la société MDP spécialisée dans l'exploitation du fer de Zanaga.

La route Dolisie-M'binda

À Mossendjo comme à Makabana, les populations demandent le bitumage de la route Dolisie-M'binda, mais également la réhabilitation de la ligne du chemin de fer Congo-Océan. Elles voudraient en outre voir la société d'exploitation forestière Foralac installée à Makabana reprendre du service à plein temps pour offrir des emplois aux jeunes. Le tout sous-tendu, cela est noté plus haut par des appels à voter pour le candidat du RMP.

Ollombo-Oyo...

D'une étape à l'autre, dimanche le candidat du RMP a tenu deux meetings à Ollombo et Oyo, sa ville natale. Comme partout où il est passé, ses partisans lui ont promis une victoire sans appel le 20 mars. « Partout où je suis passé dans le cadre de ma campagne électorale, du nord au sud du pays, j'ai enregistré le soutien à ma candidature et la promesse qu'ils m'accorderont leurs suffrages de façon massive. Sitôt après, nous poursuivrons notre œuvre de construction nationale », a déclaré Denis Sassou N'Guesso. Ajoutant qu'avec l'installation prochaine de la Zone économique spéciale Oyo-Ollombo, les deux villes se fondront en une seule, la zone elle-même devant servir de levier pour des activités socio-économiques diverses.

Ce 14 mars Denis Sassou N'Guesso observera une pause dans sa campagne pour honorer la mémoire de sa fille Edith Lucie Bongo Ondimba. Avant de reprendre la course en direction du Niari, de la Bouenza et du Pool. Avant le meeting de clôture de campagne, le 18 mars, à Brazzaville qu'il gagnera un jour plus tôt.

G.N.S.

LE FAIT DU JOUR

« Sans incident majeur ! »

Le discours que l'on voudrait entendre, au bout des deux semaines de la campagne électorale en vue de la présidentielle du 20 mars, serait celui qui se clôturerait sur ces mots apaisants: « la campagne électorale s'est déroulée sans incident majeur sur l'ensemble du territoire national ». Nous serons alors, le 19 mars, à 24 heures du scrutin qui, comme chacun le sait, opposera neuf candidats, dont le président sortant, Denis Sassou N'Guesso.

Les Congolais apprécieront à cet instant le niveau de responsabilité des compatriotes, de leurs compatriotes que le destin a mis en compétition pour gravir la plus haute

marche des institutions de la Nation, la présidence de la République en l'occurrence, et conduire leur destin commun les cinq prochaines années. Nous inaugurerions en toute citoyenneté la nouvelle République installée par la Constitution du 6 novembre 2015.

Si, au contraire, au lieu de cela, les neuf candidats mettent en avant leur ego, s'entourent d'inconditionnels prêts à en découdre, à produire la violence, le Congo reculerait de plusieurs années. Il offrirait aux yeux de l'Afrique et du monde, l'exemple d'un pays immature qui ne mériterait le respect d'autres nations.

Dans le message qu'il a adressé

aux candidats à la présidentielle quelques heures avant l'ouverture de la campagne électorale, le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou rappelait: « La Liberté d'expression est consacrée par notre loi fondamentale. Elle est une liberté des idées. Elle doit promouvoir les valeurs humaines et réaffirmer le rejet absolu de toutes formes de violences par les filles et fils du Congo, un et indivisible ».

De ce point de vue, le pari que devront tenir les neuf concurrents sera de faire en sorte qu'avant, pendant et après le scrutin, Denis Sassou N'Guesso, Anguios Nganguia Engambé, Pascal Tsaty-Mabiala,

Jean-Marie Michel Mokoko, André Okombi Salissa, Guy-Brice Parfait Kolelas, Claudine Munari, Joseph Kignoumbi Kia-Mboungou et Michel Pandi-Ngouari attendent, chacun à son QG de campagne, le verdict des urnes. Du respect qu'ils lui accorderont dépendra celui que leur voteront les Congolais qui auront voté pour eux, le 20 mars.

Prions en effet que ceux qui cherchent à prendre en main les destinées du Congo entre 2016 et 2021 fassent que les joutes électorales du moment ne soient pas celles de la déchirure entre les filles et les fils de ce pays que nous aimons tant, notre bien commun le plus précieux.

Gankama N'Siah

CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

Pascal Tsaty Mabiala en fidèle continuateur de l'œuvre de Pascal Lissouba

Le candidat de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) à l'élection présidentielle, qui a tenu vendredi un meeting à Mfilou dans le 7ème arrondissement, a déclaré poursuivre l'œuvre du président fondateur tout en la réadaptant au contexte et aux besoins de l'heure.

Devant les sympathisants et militants massés au rond-point situé devant le siège de l'arrondissement de Mfilou, le candidat du principal parti de l'opposition s'est proclamé l'homme du changement dont il a dit être possible pour faire « tomber » l'Eléphant, logo du président sortant et candidat à sa propre succession. « Cette grande mobilisation me rappelle le temps de Pascal Lissouba dont nous avons pris l'engagement de réhabiliter par la poursuite de son œuvre que nous allons, une fois au pouvoir, réadapter au contexte et aux défis de l'heure », a-t-il précisé.

Pascal Tsaty Mabiala a résumé ses défis sur trois axes prioritaires, à savoir la réhabilitation de l'école pour une meilleure formation de l'élite congolaise qui fait gravement défaut dans le pays.



Tsaty Mabiala dévoilant ses priorités aux sympathisants et militants de l'Upads/ photo Adiac

Outre la formation, garantir les soins de qualité à tous les Congolais et l'emploi des jeunes pour lutter contre le chômage constituent également les axes prioritaires du candidat auxquels s'ajoute la diversification de l'économie en vue de sortir le Congo de sa dépendance vis-à-vis du pétrole.

« Le monde développé de demain ap-

partient non seulement à ceux qui ont le pétrole et les mines, mais aussi à ceux qui possèdent le savoir », a-t-il lancé précisant que « le changement est possible ».

S'adressant à la foule qui scandait en chœur « Tsaty président ! », le candidat a appelé ces derniers à l'unissons pour un vote massif le jour « J », en faisant allusion à la date du scrutin, le 20 mars.

« Que le mot président ne s'arrête pas aux meetings, mais qu'il se concrétise par notre élection afin de mettre en pratique notre triptyque : Formation-Santé pour tous - Emploi », a-t-il réitéré.

Par ailleurs, dans un langage voilé en langue nationale « Kituba », le postulant à la magistrature suprême a jeté des piques au pouvoir sortant qui, selon lui, construit des infrastructures routières dont la durabilité n'excède plus une année. Pour argumenter, il a cité en exemple l'avenue Ngamaba construit sous l'ère de celui dont il entend poursuivre l'œuvre.

Pour terminer, Pascal Tsaty Mabiala a demandé à ces militants et sympathisants de s'armer de courage pour mettre fin au coup d'Etat électoral. Il a rappelé la mise en place par les candidats de l'IDC-Frocad d'une commission technique des élections.

Après Ewo, Ouesso, Brazzaville et le Pool où il est déjà passé, Tsaty Mabiala a annoncé mettre le cap sur toute la partie sud du Congo où il envisage tenir plusieurs meetings pour vulgariser son programme de société.

Guy-Gervais Kitina

Une forte mobilisation en faveur du candidat du RMP à Moukondo

Dans le cadre de la campagne présidentielle, la majorité présidentielle a organisé, jeudi 10 mars, une rencontre citoyenne au Centre de santé intégré de Moukondo, en vue de mobiliser le maximum d'électeurs, dans le but d'élire le candidat Denis Sassou N'Guesso dès le premier tour



Les populations de Moukondo lors de la rencontre citoyenne (phot adiac)

Coordonnée par le directeur de campagne adjoint de Brazzaville, Gabriel Ondongo, l'occasion a permis à cette équipe de la majorité présidentielle, d'expliquer à la foule, le bien-fondé de voter pour le candidat Denis Sassou N'Guesso.

En premier lieu, l'équipe de la campagne a rappelé à l'assistance la nécessité de préserver la paix, en votant leur candidat, condition sine qua non pour tous, permettant de garantir une meilleure existence. Dans son mot de circonstance, le député de cette circonscription électorale, également membre de l'équipe de campagne, Médard Moussodia a tenu à rappeler à la population, l'ensemble des projets déjà réalisés et en vue, dont les habitants de Moukondo sont ou seront bénéficiaires.

Ils ont énuméré entre autres, la desserte en eau potable, en électricité, l'aménagement de quelques ruelles et avenues de ce quartier et beaucoup d'autres projets sociaux. « Le message apporté c'est de leur expliquer le vote utile, celui de voter le candidat Denis Sassou N'Guesso, un candidat qui a de l'expérience, qui connaît les problèmes des Congolais, qui nous rassure que le Congo vivra en paix mais surtout qui met les jeunes au cœur de ses préoccupations », a précisé Médard Moussodia. S'agissant du vote proprement dit, le député Moussodia, principal orateur, a expliqué à leurs potentiels électeurs, comment repérer l'effigie de leur candidat sur le bulletin unique, parmi les huit autres. Les habitants de Moukondo se sont montrés très adhérents car les femmes, les jeunes ainsi que les hommes ont délivré tour à tour leur message de soutien en faveur de Denis Sassou N'Guesso, promettant de l'élire massivement le 20 mars prochain, dès le premier tour.

Firmin Oyé

La SNR- 2016 mobilise ses militants pour la victoire de Denis Sassou N'Guesso

« Jamais sans vous DSN, victoire dès le premier tour », c'est avec ce slogan de campagne que la présidente de la plateforme politique Synergie 2016 pour la nouvelle République (SNR-2016), Francine Matongo, et ses 48 associations affiliées de Brazzaville, Pointe-Noire et d'autres villes, entendent séduire les électeurs.

Au cours d'une conférence de presse tenue vendredi à Brazzaville, la présidente de la SNR- 2016, Francine Matongo, a expliqué pourquoi cette plateforme se bat pour la victoire de son candidat dès le premier tour. « La SNR-2016 a accompli un travail de fourmi pour amener les indécis et les jeunes en âge de voter, à se faire en rôle massivement sur les listes électorales », a-t-elle indiqué en ajoutant que ces électeurs sont déterminés à voter pour le candidat Denis Sassou N'Guesso.

La Synergie 2016, explique la leader politique, est née dans un contexte tout particulier, favorable à l'éclosion d'idées nouvelles pour renforcer la démocratie au Congo. Grâce au dynamisme de ses membres y compris des 48 associations adhérentes, la plateforme a fait un travail de fond sur le terrain notamment dans les

arrondissements de Brazzaville, Pointe-Noire et dans les départements du pays. A en croire l'intervenante, les Congolais soutiennent le programme d'action du candidat Sassou N'Guesso et « ils reconnaissent les œuvres qu'il a déjà réalisées ».

« Le candidat Sassou N'Guesso est l'homme de la paix et l'artisan de la stabilisation de notre très cher beau pays. Aujourd'hui,



Francine Matongo à gauche lors de la conférence de presse

chaque Congolais peut savourer au quotidien le mieux vivre ensemble partout. Nous martelons une fois de plus : croyez au moins en ses œuvres réalisées », a lancé la présidente Francine Matongo. Elle exhorte ses militants et toute la population à prôner l'apaisement car, « nous ne sommes pas des ennemis, mais des adversaires politiques », a-t-elle conclu.

Fiacre Kombo

ELECTION PRÉSIDENTIELLE

Anguios Ganguia Engambé à Sibiti

Le 12 mars, c'est un candidat parcourant à pied quelques kilomètres de la route reliant l'aéroport à la ville de Sibiti qu'accompagne un groupe de partisans tenant en main un extrait de son projet et chantant qui vient de fouler le sol du chef-lieu du département de la Lékoumou.



Le candidat Anguios Ganguia Engambe regagne l'aéroport après une marche dans Sibiti

Anguios Ganguia Engambe n'a pas tenu de meeting mais est parti à la rencontre de son équipe locale de campagne en ville, pour sans doute lui passer les consignes pour le scrutin du 20 mars où il dit avoir ses chances intactes de l'emporter.

Lorsqu'il rejoint l'aéroport de Sibiti, toujours à pied, il est littéralement trempé et tient en main son costume. Deux dames arborant les tenues frappées de l'effigie de leur candidat nous apprennent que la délégation dont elles font partie se rendra à Dolisie, dans le Niari puis à Pointe-Noire, la capitale économique.

Un candidat en pleine forme, tel est sans doute le message que veut passer le dirigeant du Parti pour l'action de la République, qui se plaît à dire qu'il bat une campagne à l'américaine. Le 12 mars, il faisait soir sur l'aéroport de Sibiti quand l'avion d'Anguios Ganguia Engambe a mis les gaz pour la capitale de l'or vert, Dolisie.

Gankama N'Siah

« L'Oeil du peuple » appelle les acteurs politiques à privilégier le dialogue

Prélude à l'élection présidentielle du 20 mars prochain, l'une des plateformes de la société civile dénommée « L'Oeil du peuple » a appelé le 12 mars dernier à Brazzaville, l'ensemble des acteurs politiques engagés dans cette élection, à privilégier le dialogue, la tolérance et l'apaisement.

« mars », la même plateforme a invité les hommes, femmes, jeunes, sages et autres composantes de la société civile, à s'abstenir de tout acte pouvant compromettre la paix dans le pays.

« Que toutes les forces vives de la nation congolaise cultivent les valeurs de dialogue permanent, pour le triomphe de la démocratie en matière d'élection et être

de la campagne qui, a-t-il dit, « se déroule globalement bien. Tous les candidats battent campagne dans la paix, la sécurité et la quiétude, sillonnant dans tous les départements de la République. »

Répondant à quelques préoccupations des journalistes notamment sur la mise en place par l'opposition d'une commission technique chargée de superviser l'élection, alors que le gouvernement a institué une Commission nationale électorale indépendante (CNEI), El Hadj Djibril Bopaka a indiqué que celle créée par les opposants, ne valait pas la peine. « C'est une stratégie tombée dans l'eau. »

Le président de « l'Oeil du peuple » a en outre dénoncé ce qu'il a appelé l'ingérence du Parti socialiste Français dans les affaires concernant le Congo, pays, a-t-il dit, jouissant de la plénitude de sa souveraineté suite aux propos tenus par ce parti demandant le report de cette élection. « Ces formes d'ingérence sont de nature à générer la confusion dans les esprits des Congolais » a-t-il signifié.

Jean Jacques Koubemba



El Hadj Djibril Bopaka devant la presse

À la faveur d'une conférence de presse qu'elle a animée sur le thème « pour le triomphe de la démocratie congolaise à travers l'élection présidentielle du 20

ainsi à l'abri des contestations, sources des troubles sociaux », a lancé le président de cette plateforme, El Hadj Djibril Bopaka, avant de saluer le déroulement

Une mission de la CEEAC déjà à Brazzaville

Une délégation de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), conduite par le chef de l'unité d'appui électoral au sein du secrétariat général de l'organisation, le Dr Pierre Siméon Athomo-Ndong, est arrivée à Brazzaville depuis le 10 mars pour accompagner le processus électoral en République du Congo. Elle quittera Brazzaville le 23 du même mois.

La mission de la CEEAC a sollicité des audiences auprès du Président de la République du Congo ; du ministre des Affaires étrangères et de la coopération ; du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation ; du président de la Commission nationale électorale indépendante (CNEI), ainsi qu'auprès des candidats à l'élection présidentielle du 20 mars et des plateformes de la société

civile, selon leur disponibilité.

En outre, la mission souhaite que le ministère des Affaires étrangères et de la coopération puisse lui faciliter des contacts avec certaines organisations internationales impliquées dans le processus électoral en cours, notamment l'Union africaine et l'Organisation internationale de Francophonie.

Notons que la CEEAC est une organisation sous régionale qui regroupe onze pays, à savoir : le Congo ; l'Angola ; la République démocratique du Congo ; le Burundi ; la Guinée Equatoriale ; le Gabon ; le Tchad ; la République centrafricaine ; le Cameroun ; le Rwanda et Sao Tomé et Principe.

La République du Congo est membre de la CEEAC depuis 1983. Le siège de cette organisation est à Libreville au Gabon.

Roger Ngombé

Jean Marie Michel Mokoko dévoile les grands axes de son programme de société

À l'occasion d'un meeting qu'il a tenu, le 12 mars, en présence d'autres membres de son équipe de campagne et de divers partisans qui étaient rassemblés, de nombreuses personnes étaient venues aux rond-point Émery Patrice Lumumba pour écouter le message du candidat Jean Marie Michel Mokoko.



Jean Marie Michel Mokoko

« Quand je serais élu je placerais mon mandat sous triptyque : apaiser, rassembler et rassurer. Mon logo est synonyme de douze Congolais représentants les douze départements du Congo. Les Congolais sont assis autour du bongui, lieu de convivialité, de rigueur, de partage où les problèmes mêmes les plus difficiles seront résolus. Les quatre-vingt-dix jours qui suivront ma prestation de serment, je convoquerai les états généraux de la nation en vue d'améliorer la gouvernance de la République, je veillerai à la protection de l'entrepreneuriat national et

international, à la stabilisation des problèmes des coupures d'électricité, à la gratuité et à l'amélioration des conditions de l'éducation publique. Nous créerons une banque d'investissement en vue de financer des projets des jeunes, nous développerons une agriculture moderne, il y aura aussi de nombreuses réformes qui seront

envisagées dans la force publique », a déclaré Jean Marie Michel Mokoko

qualifié de général Moïse, le libérateur par les participants au meeting.

L'orateur a pendant cette rencontre demandé à ses potentiels électeurs de doubler de vigilance le jour du scrutin à travers les différents bureaux de vote, il a aussi émis des doutes sur la sincérité du scrutin du 20 mars. « Tout indique que ce scrutin ne sera pas sincère, il

ne s'agit pas d'être un spécialiste en la matière pour se rendre compte de cela. La Commission nationale électorale indépendante n'est pas une commission indépendante, je continuerais à demander jusqu'au dernier jour de cette campagne que l'on revienne sur les conditions d'organisation des élections, en la matière il y a des organismes dont l'expertise est internationalement reconnue à l'instar de l'Union européenne. En ma qualité de candidat, je n'accepterai pas que la victoire du peuple soit volée », a-t-il conclu.

Séverin Ibara

2.124.650 électeurs attendus aux urnes le 20 mars

Le directeur général des affaires électorales (DGAE), Antoine Evoundou a remis officiellement le 12 mars au président de la Commission nationale électorale indépendante (CNEI), Henri Bouka, les listes électorales issues de la dernière révision extraordinaire du 15 janvier au 15 février 2016.

A l'issue de cette opération, a dit Antoine Evoundou, le corps électoral est passé de 1.880.553 à 2.124.650 électeurs, soit une augmentation de deux cent quarante-quatre mille quatre-vingt-dix-sept (244.097) nouveaux inscrits.

Antoine Evoundou a assuré que la distribution des cartes d'électeur pour ces nouveaux inscrits a déjà commencé sur l'ensemble du territoire. Invité par la presse à s'expliquer sur les éventuelles réclamations, le DGAE a indiqué « qu'avant l'établissement des listes définitives, il y a la publication des listes électorales au cours de laquelle les personnes qui se sont faites enrôler procèdent aux réclamations ».

R.Ng.

MOIS DE LA FEMME

La jeune fille apprenante appelée à la culture du leadership

Line Georgette Dengué Kongo, a invité le 12 mars, la jeune fille apprenante à cultiver le leadership pour son avenir lors de la causerie-débat animée conjointement avec Anastasie Florentine Makoumbou, toutes deux enseignantes et membres de l'association Dynamique pour les femmes de l'Ecole nationale moyenne d'administration (ENMA), que dirige Marie Berthe Bayekola

La rencontre a été organisée par l'association sur le thème « *l'éveil de la conscience de la jeune fille apprenante pour promouvoir l'égalité de sexes et son autonomisation* », en présence des responsables de cette école dont le directeur de l'ENMA, Hadock Athanase Malonga Matounga. Elle s'inscrivait dans le cadre de la célébration de la journée internationale de la femme commémorée le 8 mars. L'objectif a été d'éduquer la jeune fille congolaise en général et celle de l'ENMA en particulier à se prendre en charge. Le débat a été centré autour de deux sous thèmes « *caractéristique de l'éveil de conscience de la jeune apprenante pour promouvoir son autonomisation* », présenté par Line Georgette Dengué Kongo, et « *l'autonomisation de la jeune femme en milieu scolaire* », par Anastasie Florentine Makoumbou.

Line Georgette Dengué Kongo, a circonscrit sa communication sur trois points : le rôle des parents pour l'éducation de la jeune fille, la culture du leadership et le complexe d'infériorité de la femme. Ces points, poursuit-elle, contribuent à l'éveil de la conscience de la jeune fille apprenante pour promouvoir l'égalité de sexes et son autonomisation. L'oratrice explique que les parents ont une part de responsabilité dans l'éducation



Les membres de la Dynamique donnant la communication

de la jeune fille car ils constituent le point de départ de toute éducation. Ils sont appelés à mettre un accent particulier et des moyens nécessaires pour son éducation. Elle a énuméré quelques maux durant son parcours scolaire : grossesses précoces, violences sexuelles etc. En ce qui concerne la culture du leadership de la jeune femme, souligne-t-elle, elle doit avoir des ambitions à faire valoir en politique, dans les associations et même dans les diverses administrations.

Au sujet du complexe d'infériorité, appuie-t-elle, la fille manifeste naturellement ce complexe depuis son origine. Elle se montre dans la religion chrétienne qui maintient la femme dans la soumission. Anastasie Florentine Makoumbou a, pour sa part, appelé la femme à l'autonomisation mentale et financière. Elle doit rappeler-t-elle, se considérer comme un être responsable de ses actes. Outre ces communications, trois temps forts ont marqué la cérémonie : les allocutions prononcées dont celles de la présidente de la Dynamique pour les femmes, Marie Berthe Bayekola et du directeur de l'école, Hadock Athanase Malonga Matounga, ainsi que la présentation du journal radiophonique par les

apprenants de deuxième année en filière de journalisme.

Le journal radiophonique des apprenants a été focalisé sur deux titres : la présidentielle du 20 mars prochain et le constat fait sur le transport en commun dans la ville. Pour le directeur de l'ENMA, Hadock Athanase Malonga Matounga, la journée du 8 mars ne devait pas à elle seule suffire à contenir le mouvement de l'émancipation de la femme. « *C'est un processus qui justifie l'exigence de couvrir l'intervalle du 1er au 31 mars de chaque année pour faire passer le message de la femme. La valeur que tout être humain accorde à la femme, justifie l'implication de tous ceux qui ont partagé l'intérêt pour elle* », a-t-il conclu.

La présidente de l'association Dynamique pour les femmes de l'ENMA, Marie Berthe Bayekola, a expliqué que cette journée a été célébrée en différé pour faire entendre leur voix parce que la femme de cette école se veut une femme engagée et déterminée au côté des hommes. « *Les femmes doivent se mettre au travail, prendre leur formation au sérieux et surtout leur destin en main afin d'être à la hauteur des tâches qui leur sont confiées* », a-t-elle indiqué.

Lydie Gisèle Oko

AGENCE CONGOLAISE DE LA FAUNE ET DES AIRES PROTÉGÉES

Le budget 2016 s'élève à 590 millions de FCFA

Le comité de direction de cette agence a adopté ce budget le 10 mars à Brazzaville. Cette somme sera affectée entre autres à la formation du personnel ainsi qu'à l'acquisition des équipements nautiques et roulants leur permettant d'être opérationnel sur le terrain.

Cette agence compte également acquérir des terrains pour construire des antennes départementales et son siège social.

« *Alors que nous venons de délibérer sur les outils de planification et de mise en œuvre des activités, j'exhorte les animateurs de l'agence de ne ménager aucun effort, afin de travailler dans la perspective d'atteindre les résultats attendus, en vue du rayonnement de l'institut d'une part, et de la redynamisation de notre secteur d'activité d'autre part* », a déclaré le directeur de l'Agence, Constantin Mbessa.

Ajoutant : « *la conjoncture éco-*

nomique actuelle du Congo, caractérisée par l'effondrement des prix du pétrole, nous oblige à la diversification. Le riche potentiel faunique et floristique que regorge le pays à travers son réseau des aires protégées, constitue un atout évident de cette diversification ». Outre l'adoption du budget annuel, la question relative aux financements prioritaires de ladite agence pour les cinq années à venir a été abordée afin de permettre à cette institution de devenir opérationnelle.

Dans le but de susciter du gouvernement une enveloppe conséquente permettant de financer le démarrage effectif des activités, les administrateurs ont recommandé qu'une étude de l'institution soit élaborée dans les meilleurs délais, par l'agence des parcs nationaux du Kenya.

Ils ont jeté également un regard sur l'amélioration des conditions de travail des écogardes (personnels chargés de la surveillance

des aires protégées), la nécessité de les recruter à la Fonction publique et d'assurer le paiement régulier de leurs salaires. « *La situation des écogardes portent à confusion au regard de la réalité du terrain. Au lieu d'être pris en charge par l'Etat, ces écogardes appelés à assurer les missions régaliennes sont souvent gérés par les Ong privées* », a déploré le directeur de l'agence.

Créée en octobre 2012, l'Agence congolaise de la faune et des aires protégées relève du ministère de l'Economie forestière et du développement durable. L'agence a pour mandat d'assurer la mise en œuvre de la politique nationale en matière de gestion de la faune, des aires protégées et des unités de surveillance et de lutte anti-braconnage. Elle contrôle 17 aires protégées parmi lesquelles, quatre parcs nationaux, quatre réserves de faunes, des réserves de biosphère et communautaire etc.

Loquelle Mboussa Gassia

Les femmes du CHU-B exhortées au travail

Pour commémorer la Journée internationale de la femme, le Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU-B) s'est approprié pour slogan : « *Femme du CHU-B, engage-toi pour une meilleure qualité des soins* ».

Célébrée le 12 mars à Brazzaville, cette journée a été l'occasion de débattre autour du thème : « *Le respect des droits fondamentaux des femmes : gage du développement durable* ».

Le personnel féminin de cette structure sanitaire a saisi l'opportunité pour dénoncer d'une part les violences faites aux femmes et les traitements dégradants et de l'autre, reconnaître l'effectivité des lois congolaises en matière d'égalité. « *En reconnaissant la parité homme/femme, la constitution congolaise a permis une avancée significative. Néanmoins, de nombreux défis restent à relever, notamment celui du combat contre la faible représentativité des femmes aux postes de responsabilité. Pour ce qu'est du CHU-B, le personnel féminin représente environ 65% des effectifs des agents. La parité ici ne se traduit plus en termes de ratio, mais devient plutôt une question de performance. La femme congolaise, particulièrement celle du CHU-B, doit vaincre toute passivité et prendre sa place dans le processus de développement de la société* », a déclaré la directrice générale du CHU-B, Gabrielle Gisèle Ambiéro.

Des défis à relever, on dénombre : la prestation des soins de qualité, l'enseignement et la formation et, la recherche biomédicale. « *Il s'agit pour moi de poursuivre ce qui a été initié par mes prédécesseurs et d'aller encore plus loin,*

en mobilisant le mieux possible les moyens humains, matériels et financiers dont dispose le CHU », a-t-elle affirmé, un mois après sa prise de fonction à la tête de cette entité.

Et de compter sur les femmes



Une vue du personnel féminin du CHU-B

pour relever le défi de la parité car, cette nomination est pour Gabrielle Gisèle Ambiéro, un honneur fait aux femmes : « *Cette nomination représente une série de défis à relever. Montrons que dans de nombreuses tâches, de par sa façon de travailler, à travers l'énergie dépensée, la femme contribue énormément au progrès social. Soyons debout afin que notre établissement aille de l'avant. C'est pour nous l'occasion de réfléchir aux acquis des luttes passées et des actions futures à entreprendre. Malgré l'action de ceux qui œuvrent chaque jour pour faire savoir que l'autonomisation des femmes est une source du progrès social, la communauté internationale continue à déplorer le déni des droits des femmes* ».

Elle a profité de ces instants pour rappeler les valeurs d'accueil, d'empathie, de respect de la déontologie et de l'éthique professionnelle qui doivent demeurer au centre des préoccupations afin, dit-elle, de répondre au mieux aux attentes des populations en situation de détresse.

Josiane Mambou Loukoulou

Les femmes réfugiées à Bétou dénoncent l'injustice masculine

Les ressortissants de la République centrafricaine, du Rwanda, de la République démocratique du Congo vivant à Bétou et au village Ikpengbé dans le département de la Likouala et celles du Congo, pays d'accueil ont évoqué le 8 mars, les problèmes auxquels elles vivent au quotidien lors de la causerie débat animée sur le thème « *femmes, violences et VIH/sida* ».

La rencontre a été patronnée par le secrétaire général du district, Maurice Vezolo, représentant le sous-préfet de Bétou. Organisée par le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiées et ses partenaires, la causerie débat s'inscrivait dans le cadre de la journée internationale de la femme, commémorée chaque année. Plusieurs allocutions et communications sur différents thèmes ont été données. Parmi les thèmes figurent ceux

portant sur : « *Femmes et autonomisation ; femmes et violences ; conséquences des violences et réponse psycho-sociale ; puis femmes et VIH/sida* ». Les débats ont tourné autour du combat qu'elles mènent au quotidien pour réduire les injustices et leur dépendance vis-à-vis de la junte masculine. Edifiant leurs consœurs sur l'égalité entre l'homme et la femme, les oratrices ont souligné qu'un long chemin reste encore à parcourir pour parvenir à l'égalité entre l'homme et la femme. Outre cette causerie débat, les femmes du district de Bétou ont organisé une marche avec pour cri de cœur « *plus haut, plus haut, encore et toujours* » à l'honneur de cette journée. Elle a débuté au lieu de la réunion pour chuter au rond-point des bureaux de la communauté urbaine de Bétou.

Lydie Gisèle Oko

VIE ASSOCIATIVE

La JCI- Brazza leader renouvelle ses organes dirigeants

A l'issue d'une cérémonie du lancement des activités 2016 de la plate-forme associative, Brazza leader de la Jeune chambre internationale (JCI), le 12 mars dernier à Brazzaville, Fernand Gaboumba Moukengue a été investi nouveau président de cette structure affiliée à l'Organisation des Nations unies(ONU).

La JCI dont la vision est d'être le principal réseau mondial des jeunes citoyens actifs, a pour mission d'offrir à cette catégorie sociale des opportunités de développement qui lui permettront de créer des changements, ou de provoquer des impacts au sein de la communauté. Le nouveau patron de la JCI- Brazza leader, Fernand Gaboumba Moukengue mesure le poids de la charge qui vient de lui être confiée. « *C'est un moment solennel. Je crois que JCI-Brazza leader connaîtra une année marquée par le développement individuel de ses membres* », a confié le président entrant Gaboumba Moukengue. Son mandat 2016, a-t-il promis, sera mis au service de la promotion et de la consolidation de la culture de la paix en République du Congo en faisant référence au

processus électoral en cours. En outre, le bureau local Brazza leader de la JCI mettra essentiellement l'accent sur le renforcement des capacités des jeunes citoyens actifs du Congo en vue de pouvoir réellement impacter, au niveau de la réalisation des nouveaux Objectifs du développement durable (ODD), notamment la promotion de l'éducation et de l'environnement. Comprendre le cadre JCI du citoyen actif, on le doit à l'un des cadres de la plate-forme, Varel Ntsika : « *l'engagement du citoyen actif porte sur trois axes clés : la santé et le bien-être, l'éducation et le renforcement de l'économie et la pérennité* », a indiqué Varel Ntsika.

Le bureau 2016 de Brazza leader qui a aussi enregistré de nouveaux adhérents, va tenter d'être un plus dynamique, avec comme principale priorité la création des projets de développement, a rassuré le directeur du projet rentrée 2016, Daniel Itoua. En témoigne le lancement, le 8 mars dernier à Brazzaville, par le groupe LCB Bank et cette plate-forme, d'un projet de dépistage et vaccination gratuits du cancer du col de l'utérus. Les deux partenaires, le Groupe LCB Bank et la JCI-



Les dirigeants de la JCI

Brazza leader, se sont engagés à étendre l'initiative au profit des femmes démunies des pays où est implantée cette structure bancaire.

Reconnue par les agences du système des Nations unies, la JCI est engagée à contribuer au Congo, à travers ces initiatives privées, à la formation des leaders congo-

lais exemplaires de demain. Elle accompagne également l'Etat et ses partenaires dans la réalisation des nouveaux ODD comme ce fut le cas pour les Objectifs du millénaire pour le développement(OMD).

La JCI active au Congo depuis les années 90, est une fédération mondiale de 200.000 jeunes citoyens actifs, âgés de 18 à 40

ans, répartis en près de 5 000 communautés dans plus de 112 pays à travers le monde. La JCI est présente notamment au sein de l'Unesco, de l'Unicef, de la Chambre de commerce internationale, de CARE (Cooperative for American Remittances to Europe à la création de l'association en 1945)...

Fiacre Kombo

SOLIDARITÉ

Eugénie Opopu s'est montrée sensible aux œuvres caritatives

L'administrateur-maire de Mfilou, 7e arrondissement, a accompagné deux associations féminines à faire, le 10 mars à Brazzaville, un don de feuilles rames au lycée de la Réconciliation.

L'intervention de l'Association Ebène femme et développement du Congo ainsi que de l'Association solidarité féminine fait suite à une demande, du lycée de la Réconciliation, exprimée auprès de l'administrateur-maire qui, à son tour, a sollicité ces deux organisations caritatives. En effet, les autorités de ce lycée voudraient bien obtenir de la mairie de Mfilou, un don de papier afin de s'en servir pendant les évaluations du 2^e et du 3^e trimestre.



Remise symbolique du don de papier rame (adiac)

Ainsi, un don de quarante cartons de papier rame a été offert au lycée de la Réconciliation qui, totalise actuellement près 4.219 élèves.

« *Il fallait à tout prix qu'on*

accède à cette demande. D'ailleurs, les femmes sont les premières éducatrices et dès qu'on parle des enfants, cela reste toujours un point faible pour nous femmes. Je tiens à les remercier », a indiqué Eugénie Opopu, administrateur-maire de Mfilou, 7e arrondissement. Et d'ajouter que : « *l'administrateur-maire répondra toujours à vos sollicitations. Soyez confiants de cette solidarité et conscients de votre avenir. Aux jeunes lycéennes, je vous demande de vous imposer par le travail bien fait. L'Université Denis Sassou N'Guesso construite à kintélé, dans le 9e arrondissement, vous attend* ». « *Enfants, filles et garçons, nous sommes en train de vieillir pre-*

nez la relève de demain. Il n'y que la formation qui vous aidera à mûrir. Car une société qui ne prépare pas la jeunesse est une société morte », a indiqué Philomène Ibata. Cette aide n'a laissé Louis Kalouyitoukouandi, proviseur de ce lycée, indifférent. Il a remercié les donateurs et a salué l'implication de l'administrateur-maire.

Rappelons qu'à Brazzaville, l'Association Ebène femme et développement du Congo ainsi que l'Association solidarité féminine sont deux organismes féminins très réputés pour les actions humanitaires surtout pour leur apport aux côtés des couches sociales vulnérables.

Fortuné Ibara

Nominations

Par arrêté n° 763 du 18 février 2016, le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou a nommé les secrétaires généraux de districts.

Département de la Bouenza

District de Ntsiaki : André Mbama

Département de la Cuvette Ouest

District d'Ewo : Jean Louis Ognéké-Ndouona

Département du Niari

District de Kibangou : Georges Bissila

District de Makabana : Yves Tsiba

Département du Pool

District de Mayama : Pierre Makossi

Par arrêté n° 762 du 18 février 2016, le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou a nommé les directeurs départementaux des services préfectoraux

Département du Kouilou : Pierre Epongo

Département de Brazzaville : Casimir Eweleka

Département des Plateaux : Césaire Dihoulou

Département de la Cuvette Ouest : Marin Ngoma-Vulluoumieré

PRÉSIDENTIELLE DU 20 MARS

Une mission de l'OIF pour promouvoir le climat de paix au Congo

Faisant à la demande des autorités congolaises et dans le cadre de la mise en œuvre par l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) des programmes d'appui aux processus électoraux de l'espace francophone, une délégation de cette organisation est en séjour de travail à Brazzaville du 12 au 16 mars.

Conduite par l'ancien président de la transition au Burkina Faso, Michel Kafando, la mission entend promouvoir un climat politique apaisé dans la perspective de l'élection présidentielle du 20 mars au Congo. La délégation de l'OIF aura des entretiens avec des autorités politiques et administratives impliquées dans le processus électoral avec les acteurs politiques et de la société civile.

La Rédaction

IMS Sarl
 TEL : (00242) 04 456 12 55
 Mail : IMSrecrute2016@gmail.com
 Pointe-Noire / République du Congo

OFFRE D'EMPLOI

Recrute, pour une société de la place, spécialisée dans la distribution, commerce détail et gros, dans le cadre de sa réorganisation et pour répondre à ses objectifs de croissance, des profils spécialisés et dynamiques pour des postes suivants :

POSTES A POURVOIR :

- Comptable
- Aide comptable
- Contrôleur de gestion
- Agent Commercial
- Gestionnaire de stocks
- Gestionnaire des approvisionnements
- Intendant logistique
- Rayonniste
- Étalogiste
- Pizzaiolo
- Magasinier
- Charcutier
- Boucher
- Agent de stocks manutentionnaire
- Responsable Ressources Humaines
- Responsable de caisses
- Agent d'entretien des locaux (nettoyage)
- Chauffeur
- Barman (Homme - Femme)

A Fournir :

- Curriculum Vitae actualisé et détaillé avec Photographie
- Lettre de motivation

Date limite de dépôt de candidature, le 17 mars 2016

Lieu de dépôt (E-mail ci-dessus) :

- Restaurant TWIGA (Coté Sauvage)
- Siège IMS Sarl. Tel. 04 456 12 55



RENTREE SCOLAIRE 2016/2017

**Maternelle
 Élémentaire
 Collège
 Lycée**

La campagne de pré-inscription pour les candidats émanant d'un système scolaire autre que le système français (CNED y compris) a débuté

le lundi 07 mars 2016 et se terminera le lundi 09 mai 2016.

La campagne de pré-inscription pour les candidats émanant du système scolaire français (non CNED) a débuté

le lundi 07 mars 2016 et se terminera le jeudi 30 juin 2016.

Les dossiers seront à récupérer pour les niveaux maternelle et élémentaire au bureau M. le Directeur du primaire et pour le collège ou le lycée auprès de Mme l'assistante du Proviseur.

A noter que peu de places seront disponibles pour la prochaine rentrée et que les admissions définitives se feront fin juin / début juillet 2016.

Les candidats émanant d'un système scolaire autre que le système français seront convoqués pour subir des tests de niveau le jeudi 12 mai pour le collège / lycée.

Pour le primaire, ils se feront au cas par cas.

Priorité sera donnée (et dans l'ordre suivant), en fonction des places disponibles

- 1) aux ressortissants français déjà scolarisés dans le système français
- 2) aux candidats non français déjà scolarisés dans le système français d'enseignement direct (non CNED)
- 3) aux candidats ayant satisfait aux tests de niveau.

COMMUNIQUE RELATIF AU DECES DU COLONEL A LA RETRAITE DENIS BOBONG

Les familles BOBONGO Gaston, MASSEMBO YAKO Bernard, KONDZI Georges, LIPEKE BANGO Paul et famille MBOMA à Enyelle ont le regret d'informer les ressortissants du district d'Enyelle dans le Département de la Likouala, les amis et connaissances du décès de leur frère père et oncle, le Colonel à la retraite Denis BOBONGO survenu le mardi l'ér, mars 2016 à 23h20 au Centre Hospitalier Universitaire de Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au domicile du disparu à la rue Bandzas n° 1700 à Ouenzé.

Le programme des obsèques se présente comme suit:
 Samedi 12 mars 2016

-09h00 : Levée du corps à la morgue Municipale de Brazzaville.

-09h30 : Arrivée du corps au domicile familial rue Bandzas n° 1700 à Ouenzé.

-10h30 : Recueillement famille, amis et connaissances.

-13h30 : Départ pour le cimetière Privé Bouka.

-16h00 : Fin de la cérémonie.



IN MEMORIAM

14 mars 2014 - 14 mars 2016, voici deux (2) ans jour pour jour qu'il a plu au Seigneur de rappeler à lui, notre épouse, mère, grand-mère : madame Damarie Dzaba.

Le temps qui passe n'a pu effacer la douleur, ni combler le vide laissé par sa disparition.

En ce jour mémorable, monsieur Charles Dzaba-Nieme, ses enfants Cédric, Sandra, Sorel, Charles, Dorland, ses petits enfants, Damarie, Ryan, Emmanuela, prient toutes celles et tous ceux qui l'ont connue et aimé d'avoir une pensée pour elle.

Que son âme repose en paix.



JOYEUX ANNIVERSAIRE



08 mars 1972 - 08 mars 2016 :

En ce jour où je souffle sur mes 44 bougies, je ne peux m'empêcher de remercier l'éternel notre dieu qui me garde tous les jours qui passent en vie. Ma gratitude va aussi vers vous, mes parents, mes amis, mes proches et toutes mes connaissances pour votre soutien incommensurable.

Matingou Ganga Roger-Martin, « Ya Roger Yaya kwa », vendeur des journaux au Fond Tié Tié



40^{ème} anniversaire

13 mars 1976 - 13 mars 2016, cela fait exactement 40 ans que disparaissait notre frère, père, oncle et grand-père, Paul M'banga à Grenoble (France).

Quarante (40) ans au bout desquels son souvenir reste présent dans nos esprits et le temps qui passe ne peut effacer la douleur d'un être cher que tu as été pour nous.

A l'occasion de ce triste anniversaire ton fils Yvon Banga, tes neveux, nièces, petits-fils et famille prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse pour sa mémoire.

Papa, nous ne t'oublions jamais.
 Que ton âme repose en paix.

Ton fils Yvon Bourges

LIBYE

La parole pourra être donnée aux armes

En s'implantant dans de nouvelles régions de la Libye après son bastion de Syrte, Daech veut inéluctablement, selon certains analystes, montrer qu'il est capable d'étendre son influence et qu'il est invincible. Or, la communauté internationale veut donner une dernière chance à la politique, sinon la parole sera donnée aux armes pour chasser l'organisation islamique de ce pays.

A plusieurs reprises déjà, les Occidentaux ont dit être « prêts à contribuer au rétablissement de la sécurité en Libye à condition qu'un gouvernement d'union nationale en fasse la demande ». Et l'opinion publique libyenne est déjà préparée à l'éventualité d'une nouvelle intervention étrangère, une idée de plus en plus admise par la quasi-totalité de la population.

Alors que les nouvelles d'une nouvelle intervention internationale vont bon train, les voisins de la Libye ont décidé de se réunir le 21 mars en Tunisie. Il s'agira pour les Etats concernés dans cette nouvelle tentative de sauver la Libye, d'« examiner l'évolution de la situation sur la scène libyenne et continuer d'étudier les moyens de trouver des solutions », comme indiqué à l'AFP, un responsable du ministère tunisien des Affaires étrangères. L'annonce de cette prochaine

rencontre est faite alors que le pays fait de plus en plus face à la menace de Daech, combattu par plusieurs parties parfois opposées.

Sur place, les forces libyennes ne laissent pas faire. C'est le cas par exemple des troupes basées à Misrata soutenant le gouvernement de Tripoli, qui ont affirmé avoir mené ces derniers temps, des frappes aériennes contre les djihadistes du groupe EI dans leur bastion de Syrte, dans le centre de la Libye. Le bilan de ces frappes serait de 18 morts parmi lesquels d'importantes figures du groupe djihadiste, d'après Djamel Zoubia, porte-parole pour les médias étrangers du gouvernement libyen autoproclamé installé à Tripoli. De son côté, un rapporteur des forces fidèles au gouvernement installé dans l'est du pays, Akram Bouhalika, a déclaré qu'un accrochage avait eu lieu entre ces troupes et des membres de l'EI, ces derniers jours à 120 km au sud de la ville d'Ajdabiya, à l'est de Syrte.

Réagissant à la situation qui prévaut en Libye, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a mis en garde contre une dégradation de la sécurité en Libye en l'absence d'une solution politique à la crise que traverse ce pays. « Si les choses ne progressent pas sur le plan politique, la crise humanitaire s'aggravera et les atteintes à la sécurité, y compris les attaques

de Daech, se multiplieront et gagneront du terrain », a-t-il déclaré. C'était à l'occasion d'une visite en Algérie, pays voisin de la Libye qui a accueilli ces derniers mois, des pourparlers de paix entre représentants des principaux groupes libyens pour favoriser un règlement politique.

Pourtant les camps rivaux libyens ont réussi, sous forte pression de la communauté internationale, à signer un accord de paix, mais plusieurs points d'achoppement entravent toujours la formation d'un gouvernement d'union nationale. Aujourd'hui, plusieurs analystes s'accordent pour dire qu'il est difficile que soit formé « un gouvernement libyen unifié qui tienne ». D'ailleurs, plusieurs membres des deux parlements et des deux gouvernements qui existent en Libye sont contre l'accord signé, ils refusent la formation du gouvernement et ont émis des réserves sur la répartition des postes-clé. On souhaite plutôt la mise en place d'une médiation pour approcher les points de vue, avec l'espoir qu'un compromis sera trouvé en vue de la formation du gouvernement.

Le général Khalifa Belqasim Haftar : un acteur qui ne fait pas l'unanimité

Le bras de fer entre les rivaux libyens a lieu alors que parallèlement, existe un autre acteur de poids qui est venu s'ajouter à

l'équation libyenne. Cet acteur qui ne fait d'ailleurs pas l'unanimité parmi les camps opposés en Libye n'est autre que le général Khalifa Belqasim Haftar, connu par son hostilité vis-à-vis de tous les groupes qui se disent islamistes, surtout les islamistes de Fagr Libya. Ceux-ci refusent même sa présence sur la scène politique parce que ses troupes bombardent toujours les positions des troupes islamistes.

Le gouvernement reconnu par la communauté internationale voit en ce général un homme capable d'affronter les djihadistes et de diriger une armée puissante. Selon plusieurs sources, Khalifa Belqasim Haftar dirige actuellement la guerre sur le front est contre l'EI, ce qui augmente le fossé et les différends entre les rivaux libyens. Les potentielles victoires militaires du général Haftar sur Daech risquent donc de faire pencher la balance au détriment du gouvernement de Tripoli. Et c'est pour cette raison que l'organisation terroriste a décidé de changer sa stratégie. Si tout au long de l'année dernière, elle était implanté principalement à Syrte, actuellement, l'EI se dirige vers le Centre de la Libye en essayant de s'étendre géographiquement.

A en croire certains analystes, cette nouvelle orientation est également due à l'attitude de la communauté internationale. Cela dit, parce que, tout en combat-

tant Daech en Syrie et en Irak, les Occidentaux craignent plus que tout une implantation de l'EI en Libye, en raison notamment de sa situation géographique. Quant à Daech, il fait tout pour sa survie : les djihadistes de l'EI ne cessent d'intensifier leurs combats pour essayer d'occuper plus de territoire. La situation en Libye est donc ne peut plus complexe. Il existe deux armées qui mènent des combats parallèles : les forces armées libyennes à Bengazi et les milices de Fagr Libya dans l'ouest et à Tripoli. Le centre de la Libye souffre d'absence de forces armées capables de protéger les civils contre les attaques de Daech. Autrement dit, les forces armées et Fagr Libya ont chassé les djihadistes de l'ouest, de l'est et de la capitale, les combattants de Daech se sont dirigés vers le centre du pays et ont pu occuper de nouvelles régions.

Voilà ce qui justifie le bien-fondé d'une éventuelle nouvelle intervention militaire étrangère. Pour l'heure, toutes les rumeurs et autres informations à ce sujet restent quelque peu imprécises même si l'on a parlé de frappes américaines contre les positions de l'EI, voire d'une présence militaire terrestre française, bref, d'une éventuelle prochaine intervention internationale menée conjointement avec des pays arabes.

Nestor N'Gampoula

Barack Obama critique David Cameron et pointe Nicolas Sarkozy

Pour le président américain Barack Obama, le Premier ministre britannique, David Cameron a été « distrait », mais pas d'autres, citant Nicolas Sarkozy « qui voulait se mettre en avant », peut-on lire dans une dépêche de l'AFP.

Dans une interview publiée, le 11 mars par le magazine The Atlantic, Barack Obama critique quelques dirigeants ou anciens dirigeants européens sur l'intervention militaire en Libye de 2011, épargnant son prédécesseur, George Bush. Le président américain revient sur les conditions dans lesquelles une coalition conduite par la France et la Grande-Bretagne -relayée après par l'Otan- a mené en 2011 des raids aériens en Libye qui ont conduit à la chute du régime de

Mouammar Kadhafi.

Depuis, l'Etat libyen s'est effondré, les milices rivales se disputent le pouvoir, et l'organisation Etat islamique (EI) a profité de la situation pour monter en puissance. « La Libye est plongée dans le chaos », déplore Barack Obama. « Lorsque je me demande pourquoi cela a mal tourné, je réalise que j'étais convaincu que les Européens -étant donné la proximité de la Libye- seraient plus impliqués dans le suivi », a-t-il affirmé, expliquant que David Cameron a ensuite été « distrait par d'autres choses », et accusant Nicolas Sarkozy qui « voulait clairoonner ses succès dans la campagne aérienne alors que nous avions détruit toutes les défenses anti-aériennes ».

Noël Ndong

MALI

Deux cents jeunes s'engagent à quitter les groupes « jihadistes »

Au terme d'une campagne de sensibilisation menée par des responsables gouvernementaux, locaux, des chefs religieux et certains jeunes, 200 jeunes ont accepté de se désengager des groupes jihadistes dans la région de Mopti, au Mali, rapporte l'Afp, qui cite l'ex-maire de la région, Hama Cissé

« Deux cents jeunes ont accepté de déposer les armes et de quitter les rangs des jihadistes. Ils ont accepté de se « déradicaliser ». Actuellement, ils sont dans la région de Mopti pour convaincre d'autres jeunes de déposer les

armes », a-t-il déclaré.

Les jeunes seraient essentiellement membres du Front de libération du Macina (FLM), un groupe jihadiste dirigé par le prédicateur radical malien Amadou Koufa, allié d'Ansar Dine, le groupe jihadiste de l'ex-rebelle touareg Iyad Ag Ghaly. Ils auraient fourni des précisions sur des attaques commises par leurs groupes. Un ministre aurait indiqué à l'AFP, sous couvert d'anonymat, que le gouvernement souhaitait inclure les jeunes dans le processus de désarmement prévu par l'accord d'Alger pour la paix.

N.Nd.

SOUDAN DU SUD

L'ONU dénonce les violations massives des droits de l'Homme

Dans un rapport particulièrement accablant sur le Soudan du Sud publié le 12 mars, l'ONU indique que la situation est « parmi les plus horribles au monde ». Dans un pays où la guerre civile fait rage depuis 2013, précise le texte, le viol est utilisé comme arme de guerre.

Selon le constat terrible fait par le Haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, des combattants alliés au gouvernement seraient autorisés à violer en guise de salaire. Des actes au nom du principe « faites ce que vous pouvez et prenez ce que vous voulez ».

Human Rights Watch s'est également exprimé pour dénoncer d'autres atrocités et d'autres crimes de guerre qui ont lieu partout dans le pays. L'organisation appelle la communauté internationale à se mobiliser.

D'autres atrocités sont décrites par des témoignages recueillis sur place, indiquant que des civils soupçonnés de soutenir l'opposition sont assassinés, brûlés vifs ou asphyxiés, tués par balles ou pendus. Et parmi eux, des enfants et des personnes handicapées.

Les Nations unies soulignent que cela pourrait constituer des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité. Et l'ONU ajoute que l'immense majorité des civils ne semble pas être victimes d'opérations de combats, mais d'attaques délibérées.

« A chaque fois qu'une zone change de main, les personnes responsables tuent ou déplacent le plus grand nombre de civils possible, sur la base de leur appartenance ethnique ».

Au début du mois de mars déjà, l'ONU annonçait 50.000 victimes dans ce conflit. Mais certaines organisations estiment que ce chiffre, uniquement relatif aux victimes directes pourrait monter en flèche si l'on tient compte des retombées indirectes comme les morts dues à la famine, les atrocités à grande échelle, les morts dues à l'absence de soins, etc.

Pour l'ONU, « les acteurs étatiques portent la plus grande responsabilité des violences pour l'année 2015, étant donné l'affaiblissement des forces d'opposition ». Indépendamment du Soudan depuis juillet 2011, le Soudan du Sud a sombré dans une guerre particulièrement sanglante en décembre 2013, née des dissensions entre le président Salva Kiir et son ancien vice-président Riek Machar.

Si un accord de paix a été signé en août dernier, sur le terrain, les combats se poursuivent. Les intérêts locaux sont plus forts. Au total, depuis le début de la guerre civile, plus de deux millions de personnes ont été chassées de chez elles, et des dizaines de milliers d'autres assassinées.

Yvette Reine Nzaba

DÉCOUVERTE

Un voyageur atypique, le Danois Thor explore Brazzaville

Thor a quitté son pays, le Danemark, en octobre 2013, laissant derrière lui une famille et un emploi, pour un tour du monde qui l'a conduit pour la deuxième fois à Brazzaville. Sa passion touristique : être le premier homme à visiter tous les pays du monde en un seul voyage et sans avion.

Cette aventure, a confié l'intéressé, est possible grâce au soutien de l'Etat danois et de certains partenaires. C'est pour la deuxième fois que cet ambassadeur de bonne volonté de la Croix-Rouge danoise arrive à Brazzaville. Thor peut déjà se féliciter pour avoir visité plus de trois-quarts des pays du monde. Sur les 203 pays de sa liste, la République du Congo est 98ème où il met les pieds. Après Brazzaville, Thor entend se rendre à Kinshasa et Luanda. Entre ces visites et la préparation du prochain voyage, le jeune aventurier a, en général, beaucoup à faire en peu de temps pour visiter les pays qu'il traverse. «Avec une moyenne d'une semaine dans chaque pays, je devrais faire

mon tour du monde en un peu plus de quatre ans», dit-il ajoutant qu'il dépense en moyenne 20 dollars par jour.

Un livre devrait ressortir de cette aventure, qui vise de combattre les idées reçues. Fort des anecdotes, photographies et autres recits recueillis sur place, Thor entend corriger beaucoup de choses. « On Europe et en occident, chaque fois qu'on parle de l'Afrique on se fait l'idée d'un milieu naturel, avec des animaux sauvages et où prévalent, les guerres et des épidémies comme Ebola. Ce voyage me permettra de disposer d'éléments pertinents pour corriger ces mauvaises perceptions », estime-t-il.

A Brazzaville, l'aventurier est tombé sous le charme de La Corniche, un lieu qu'il prend du plaisir à visiter utilement.

Son projet, «Once upon a saga», c'est-à-dire: «Il était une fois une saga », se base sur trois règles d'or: Il n'utilisera à aucun moment un avion, il doit passer au moins 24h dans chaque pays et ne peut rentrer au Danemark avant

d'avoir complété son voyage. La limite des 24h peut sembler ridicule si l'on manque de considérer que le plus petit pays du monde ne fait pas plus de 0,44 km². «Je n'ai passé que 9h au Vatican, je dois y revenir en rentrant d'Afrique pour qu'il puisse être comptabilisé», raconte ce grand bonhomme à la barbe blonde et au chapeau à la Robin des bois.

Dans la foule de documents qu'il garde dans ses poches, il y a son carnet de vaccination, archiplein, puis son passeport, qui n'a plus que deux pages de libres.

«Je sais que j'aurais besoin de plus avant de continuer vers le sud. En ce qui concerne le passeport, c'est le deuxième depuis le début



Le Danois Thor

de l'aventure », explique le Danois qui veut être le «premier homme à visiter tous les pays du monde en un seul voyage et sans avion». Thor a laissé une famille et un

emploi stable en tant que responsable logistique dans une firme danoise. Il a aussi mis au frais un nom: Torbjorn C. Pedersen, «trop danois et trop compliqué». Son nom nous rappelle une mythologie scandinave qui renvoie aux «vikings », la croyance en une multitude de dieux.

Malgré un service militaire avec les Casques bleus dans la corne de l'Afrique, Thor est très prudent. « Ça ne servirait à rien de planifier mon voyage en Syrie, je n'y arriverai pas avant au moins une année, et d'ici là, la situation aura sûrement changé », explique-t-il. Néanmoins, il a traversé les pays qui se remettent à peine de l'épidémie Ebola. «C'est en partie pour ça que je voyage, montrer aux gens qu'ils peuvent visiter la Sierra Leone ou le Liberia, que leurs peurs sont infondées », commente-t-il. Thor devrait bientôt lancer un ouf de soulagement : «une fois le voyage terminé, je me raserai la barbe, je me débarrasserai du chapeau et je retournerai travailler », a-t-il conclu.

Fiacre Kombo

ARRÊT SUR IMAGE

Dimanche 13 mars, à l'entrée d'Oyo, Denis Sassou N'Gusso dans la mêlée du groupe folklorique Ekongo peu avant son meeting de campagne



Brèves AFP

Au Soudan du sud, les morts s'empilent et personne ne les compte

Corée du Nord : Kim Jong-Un ordonne de nouveaux essais nucléaires

Le dirigeant nord-coréen, Kim Jong-Un a ordonné de procéder à de nouveaux essais pour tester les têtes nucléaires miniaturisées mises au point, selon lui, par les scientifiques de son pays, a annoncé le 11 mars, l'agence officielle de presse KCNA.

A l'occasion d'un tir de missile balistique auquel il assistait le 10 mars, Kim Jong-Un a souligné l'importance d'effectuer « davantage d'essais nucléaires pour évaluer la puissance destructrice des têtes nucléaires nouvellement fabriquées » par la Corée du Nord, selon KCNA.

Japon : hommage aux victimes du tsunami de 2011

Une minute de silence a été observée au Japon, en hommage aux victimes du séisme et du tsunami survenus le 11 mars 2011 dans le nord-est de l'archipel. Lors d'une cérémonie à Tokyo, le couple impérial et le Premier ministre ont prié en même temps que leurs compatriotes à la mémoire des 18.500 personnes tuées par le raz-de-marée et des quelque 3.000 autres décédées plus tard des suites du drame.

Air cocaïne/République dominicaine : Christophe Naudin placé trois mois en détention provisoire

Un juge de République dominicaine a ordonné jeudi le placement en détention provisoire, pour trois mois, du Français Christophe Naudin, pour son implication dans l'évasion des deux pilotes français de l'affaire dite « Air Cocaïne ». « Nous n'avons pas d'autres options que de décréter la détention provisoire pour trois mois », a déclaré le magistrat Alejandro Vargas, reprenant les arguments du procureur sur les risques de fuite de l'accusé, récemment extradé d'Égypte vers la République dominicaine.

Libye : Paris veut des sanctions européennes contre des responsables libyens

La France va proposer lundi à l'UE de décréter des sanctions contre les responsables politiques qui bloquent la for-

mation d'un gouvernement d'union nationale en Libye, a déclaré le ministre français des Affaires étrangères et du développement international, Jean-Marc Ayrault.

« Moi, je n'exclus pas qu'on puisse les menacer de sanctions. En tout cas c'est ce que je proposerai à mes collègues des Affaires étrangères lundi à Bruxelles », a déclaré Jean-Marc Ayrault sur la chaîne d'information en continu iTÉLÉ.

Présidentielle au Niger : l'opposant Hama Amadou « est partant » pour l'élection présidentielle, selon son avocat

L'opposant Hama Amadou, écroué depuis novembre dans une affaire controversée de trafic d'enfants, « est bien partant » pour le second tour de l'élection présidentielle du 20 mars au Niger face au président sortant Mahamadou Issoufou, a annoncé un de ses avocats à l'AFP.

La coalition de l'opposition (COPA), très critique sur le premier tour de la présidentielle, avait annoncé mardi qu'elle avait décidé de « suspendre sa participation au processus électoral en cours » avant le second tour prévu le 20 mars. « La COPA a juste dit qu'elle suspend sa participation au processus, mais Hama est bien partant pour l'élection », a déclaré l'avocat, joint au téléphone par l'AFP.

Présidentielle au Niger : le second tour aura lieu même sans l'opposition, d'après la commission électorale

Le président de la Commission électorale nationale indépendante du Niger (Céni), a affiché jeudi la « détermination » de son institution à organiser le second tour de l'élection présidentielle prévue le 20 mars, même sans l'opposition. « Nous sommes déterminés à organiser ces élections le 20 mars (...) donc ce n'est pas le retrait (éventuel de Hama Amadou, candidat de l'opposition, actuellement détenu dans une prison... ».

Brésil : le parquet de Sao Paulo demande la détention préventive de l'ex-président Lula

Le parquet de Sao Paulo a requis jeudi le placement en détention préventive de l'ancien président brésilien Lula, dans un document dont l'AFP a obtenu copie. « Nous requérons une mesure de détention préventive contre Luiz Inacio Lula da Silva », écrivent les procureurs de Sao Paulo qui ont réclamé des poursuites pénales pour « occultation de patrimoine » contre l'ancien président de gauche (2003-2010).

La coalition bombarde des installations d'armes chimiques de l'EI selon le Pentagone

La coalition internationale contre le groupe Etat islamique a bombardé des installations d'armes chimiques des jihadistes, sur la base d'informations venant d'un cadre de l'EI capturé par les forces américaines, a indiqué jeudi le porte-parole du Pentagone Peter Cook. La coalition « a mené de multiples frappes aériennes qui ont perturbé et dégradé la capacité de l'EI à produire des armes chimiques... ».

Epidémie/santé : Zika en cause dans une infection du cerveau chez l'adulte selon une étude

Le virus Zika, déjà accusé d'être à l'origine d'atteintes du cerveau de bébés, à la moelle épinière et du syndrome neurologique de Guillain-Barré, peut aussi provoquer une grave infection du cerveau chez l'adulte, pouvant occasionner un coma, avertissent des médecins français. Ils ont pu constater la présence du virus Zika dans le liquide céphalo-rachidien d'un homme de 81 ans atteint.

Migrants : Angela Merkel a « moralement et politiquement raison », a déclaré

Jean-Marc Ayrault

Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, prenant le contre-pied du chef du gouvernement Manuel Valls, a estimé jeudi que la chancelière allemande Angela Merkel avait « moralement et politiquement raison » d'ouvrir les portes de son pays aux réfugiés syriens. « Je pense que lorsqu'elle se fixe sur ce principe du droit d'asile, elle a à la fois moralement et politiquement raison... ».

Essais nucléaires iraniens : Ban Ki-moon appelle Téhéran à « agir avec modération »

Le secrétaire général de l'ONU, Ban ki-moon a appelé l'Iran à « agir avec modération », en réaction aux récents essais de missiles balistiques menés par Teheran. Ban Ki-moon invite le gouvernement iranien « à agir avec modération, prudence et bon sens et à ne pas faire monter la tension par des actions précipitées », a indiqué son porte-parole Stéphane Dujarric.

AFRIQUE CENTRALE

Les chefs d'état-major des forces armées de la CEEAC planifient leurs actions sur la paix

Des chefs militaires des pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) sont à Libreville pour une réunion stratégique du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale (COPAX).

Dans la capitale gabonaise, les chefs d'état-major passeront en revue tous les mécanismes de défense et de sécurité dans la région Afrique centrale. Ils examineront notamment le rapport de la CEEAC sur l'exercice d'entraînement de terrain (AMANI AFRICA II) de la Force africaine en attente, organisée par l'Union Africaine en novembre 2015 en Ethiopie et au Mozambique. Au cours de cette rencontre, les participants finaliseront égale-

ment les dossiers de l'implantation de la base logistique régionale de la Force Multinationale de l'Afrique Centrale (FOMAC), le niveau d'opérationnalisation du Centre régional de Sécurité maritime (CRESMAC), le troisième Plan de la Sécurité maritime (SECMAR 3) et le démarrage effectif du Centre inter-régional de coordination (CIC) conformément aux recommandations de la réunion des Hauts responsables du CIC tenue à Yaoundé au mois de février.

Prélude à cette réunion, les experts militaires de la région ont entamé mercredi des travaux pour préparer les dossiers. Selon le chef d'état-major des forces armées gabonaises, président de la Commission de dé-

fense et Sécurité de la CEEAC, le Général Roger Bibaye Itandas, les défis sécuritaires auxquels la région Afrique centrale fait face depuis deux décennies sont les crises de gouvernance, la prolifération des armes légères et de petit calibre, la fragilité des secteurs sécuritaires, le terrorisme, les mouvements massifs des populations et des réfugiés, la pauvreté quasi généralisée et la faiblesse des institutions.

Pour le Général Roger Bibaye, « la réponse à ces défis sécuritaires réside dans le renforcement accru de la coopération dans l'espace CEEAC à travers le fonctionnement régulier des institutions d'intégration régionale ».

Yvette Reine Nzaba

ARABIE SAOUDITE

Des chefs d'Etat africains présents à la clôture de l'exercice militaire « Tonnerre du Nord »

Plusieurs chefs d'Etat africains, dont Macky Sall du Sénégal, Idriss Déby Itno du Tchad, Mohamed Ould Abdel Aziz de Mauritanie, Ismaïl Omar Guelleh de Djibouti, Abdel Fattah al-Sissi d'Égypte) et Omar el-Béchir du Soudan, ainsi que le chef du gouvernement marocain Abdel-Ilah Benkiran sont arrivés dans la ville saoudienne de Hafr El Batine (nord), pour assister à la clôture des manœuvres militaires baptisées « Tonnerre du Nord ».

Ils ont assisté, le 10 mars, à la clôture de l'exercice militaire « Tonnerre du Nord » et à une parade militaire des forces armées saoudiennes et des pays participant aux manœuvres. L'exercice militaire a démarré en fin février. Vingt pays y ont participé pour coordonner leurs efforts en matière de lutte contre le terrorisme, selon les autorités saoudiennes.

N.Nd.

La Chine tiendra ses promesses faites lors du Forum sur la coopération sino-africaine

La Chine tiendra ses promesses d'investissement et d'aide faites à l'Afrique en décembre dernier, lors du dernier Sommet de Johannesburg du Forum sur la coopération sino-africaine, en dépit du ralentissement économique mondial, a déclaré, mardi, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi.

«Chaque fois que la Chine fait une promesse, elle la tient toujours», a affirmé M. Wang lors d'une conférence de presse tenue en marge de la session annuelle de l'organe législatif national.

M. Wang a fait ces remarques en réponse à un journaliste africain qui voulait savoir si le ralentissement économique affecterait les promesses chinoises d'investissement et d'aide faites à l'Afrique.

Le président chinois Xi Jinping a annoncé au Forum sur la coopération sino-africaine que la Chine mettrait en application dix plans de coopération entre la Chine et l'Afrique.

«La caractéristique la plus saillante de ces plans est la transition d'un modèle commercial dominé par les produits de ressources, à un autre avec une plus grande coopération d'investissement et industrielle», a indiqué M. Wang.

M. Wang a précisé que les liens diplomatiques sino-africains remontaient à il y a 60 ans, et que la profonde amitié, la confiance mutuelle et le soutien entre les deux parties restent inchangés.

Lors du sommet, beaucoup de dirigeants africains ont publiquement déclaré que la Chine n'avait jamais colonisé l'Afrique, par contre, qu'elle avait aidé l'Afrique à sortir de la pauvreté, à réaliser le développement et à apporter une nouvelle vie en Afrique. Ils ont également noté que l'Afrique cherchait toujours un vrai partenaire fiable avec un intérêt commun et ils ont finalement trouvé un tel partenaire en Chine, a ajouté M. Wang lors de la conférence de presse.

Le monde observe avec intérêt les «deux sessions» dans un contexte de renforcement des relations

En ces temps où la Chine est au centre de l'attention en tant que deuxième économie mondiale, certains observateurs prévoient que les «deux sessions» de l'Assemblée populaire nationale (APN, parlement chinois) et du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC, organe consultatif politique suprême de Chine) auront des conséquences de portée mondiale, étant donné le rapprochement des relations entre la Chine et la communauté internationale.

La quatrième session de la 12^e Assemblée populaire nationale et la quatrième session du 12^e Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois se sont tenues les 3 et 5 mars.

Ces sessions annuelles, au cours desquelles le gouvernement a pré-

senté un rapport de travail, étaient considérées comme des indicateurs de l'économie chinoise.

Les «deux sessions» de cette année ont attiré une attention inhabituelle, car l'année 2016 marque le début du 13^e plan quinquennal chinois, géant asiatique se trouve à un tournant caractérisé par l'approfondissement de sa réforme.

A ces deux grandes occasions, des sujets tels que les objectifs de croissance, le budget, la politique monétaire, la politique de taux de change et les stratégies de réforme de Chine étaient les questions prioritaires qui ont eu de profondes conséquences.

Certains estiment que l'économie chinoise continuera à stagner et que la Chine est responsable de la volatilité du marché financier mondial.

Ce point de vue pessimiste ne tient pas compte du fait que, malgré une croissance annuelle en baisse par rapport aux années précédentes (6,9%), la Chine a tout de même enregistré une hausse du PIB de 648,5 milliards de dollars en 2015, un montant à peu près équivalent au PIB total de l'Arabie saoudite.

En outre, bien que le taux de croissance annuelle du PIB de la Chine soit inférieur à 8% depuis 2012 et ait atteint 6,9% l'année dernière après s'être maintenu aux alentours de 10% pendant 30 ans, il reste le plus fort taux de croissance des grandes économies et la contribution de la Chine à la croissance économique mondiale a atteint 25%.

Le ralentissement de la croissance chinoise est le résultat de la transition du pays d'un modèle axé sur les investissements à un modèle plus équilibré et durable.

En 2015, la consommation a contribué à hauteur de 66,4% au PIB chinois, soit une hausse de 15,4% par rapport à 2014, le plus haut niveau atteint depuis 2001. En outre, le secteur des services a contribué à hauteur de 50,5% à l'économie, soit 10 points de pourcentage de plus que la production. C'était la première fois que le secteur des services dépassait les 50%.

La Chine reste le moteur de l'économie mondiale et sa transition économique bénéficie au monde entier. En effet, le grand pouvoir d'achat des consommateurs chinois a revitalisé de nombreuses économies.

En outre, la poursuite par la Chine de la coopération gagnant-gagnant et du développement commun à travers des initiatives telles que «la Ceinture et la Route» ou encore la création de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII) ont bénéficié au monde entier. On peut espérer que la Chine et le monde profiteront du renforcement croissant de leurs relations pour coopérer dans des cadres multilatéraux tels que le G20 afin de donner un nouveau souffle à la reprise économique mondiale.

source Xinhua

ITALIE/RACISME

La Lazio Rome incorrigible

Ses cris racistes, même à l'étranger, désignent l'équipe romaine comme l'une des plus xénophobes d'Europe. L'UEFA a sévi.

Une procédure disciplinaire a été ouverte vendredi contre l'autre équipe de la capitale italienne, La Lazio Rome ; l'UEFA n'entend plus laisser passer les trop nombreuses manifestations racistes du club lors des compétitions. A Rome comme en déplacement, La Lazio Rome est devenue une équipe des « bouuuuh », des lancers de bananes sur la pelouse dès qu'un footballeur noir touche le ballon. Pour nombre des supporters, encore attachés à la suprématie des races, les footballeurs noirs et notamment africains seraient rien moins que des singes.

La huitième de finale aller de l'Europa League, jeudi en République Tchèque, a été caractérisée par un redoublement de ces cris racistes. La cible privilégiée des tifosi romains était le défenseur Costa Nhamoinesu, un natif du Zimbabwe qui évolue au Sparta Prague. L'arbitre a dû interrompre la partie dans la première période du match qui s'est achevé par un résultat

nul : 1 but partout. « Comportement raciste », « cris interdits » : tels sont les griefs de l'UEFA contre La Lazio et pour lesquels elle a ouvert la procédure disciplinaire. L'affaire sera traitée par la Commission d'éthique et de discipline de l'UEFA le 22 mars. Les débordements xénophobes des supporters romains sont légion. Le mois dernier, La Lazio a écopé d'une amende de 50.000 euros (30 millions de CFA) et de restrictions partielles de stade après d'autres cris de singe contre le Sénégalais Kalidou Koulibaly, défenseur de l'AC Naples. A Prague jeudi, ces cris étaient très franchement gênants. D'autant que les reporters italiens de la Rai y allaient, eux aussi, de leurs commentaires pas très fins. « Ce défenseur de couleur (Nhamoinesu, Ndlr) n'est franchement pas une lumière », déclarait l'un deux à la radiotélévision publique italienne. Des propos agaçants pour le moins, d'autant que La Lazio compte aussi des « joueurs de couleur ». Mais il faut être juste : jeudi, l'Espagnol d'origine sénégalaise Dia Keita Baldé, a été ménagé par les gradins, mais pas par les chroniqueurs.

Lucien Mpama

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

La Turquie ouvre sa campagne de bourses pour l'année 2016-2017

Comme chaque année, le Gouvernement de la République de Turquie allouera, pour l'année académique 2016-2017, des bourses d'études supérieures au profit des jeunes congolais.

La campagne relative à l'attribution des bourses « Türkiye » se clôturera le 31 mars. Les candidats seront évalués et présélectionnés sur dossier avant un entretien qui sera organisé dans les prochains jours. Ces bourses offrent des programmes de licence, de master et de doctorat, selon le niveau de formation. Les candidats désireux de concourir doivent faire une demande en ligne sur les sites : <http://www.turkiyeburslari.gov.tr/> ou <http://www.turkyescholarships.gov.tr/>. Pour toutes informations complémentaire, contacter l'ambassade de la Turquie en République du Congo au 05 595 53 68

**VOTRE COURANT N'EST PAS STABLE ?
NOUS AVONS LA SOLUTION POUR VOUS !!!**



AT
elec

**AVEC LA NOUVELLE TECHNOLOGIE
DES RÉGULATEURS ATELEC (100% CUIVRE),
SÉCURISEZ VOTRE MATÉRIEL.**

Disponible chez BUROTOP IRIS

CENTRAFRIQUE

Faustin Archange Touadéra met en place un secrétariat politique pour la gestion des 100 premiers jours

Le nouveau président de la République centrafricaine, Faustin Archange Touadéra a mis en place un secrétariat politique pour une gestion concertée de ses 100 premiers jours, a indiqué RFI.

L'initiative regroupe plusieurs partis politiques, des plateformes politiques et de la société civile. Elle vise à réfléchir en amont sur les actions à mettre en œuvre dès la prestation de serment du nouveau président. Le président du présidium, Jean Wilibiro Sacko a expliqué que « cette concertation des forces vives est une force donnée au président Touadéra d'avoir une équipe qui puisse réfléchir sur les grandes questions de l'heure dans les actions qu'il doit mener immédiatement dans les 100 premiers jours afin que son mandat puisse démarrer sur des bases concrètes et répondre aux attentes réelles de la population ».

Expliquant : « Nous avons pensé que notre mission qui a consisté à le faire élire et qui a abouti ne suffisait pas. Il ne fallait pas s'arrêter en si bon chemin, il fallait donner la possibilité au président Touadéra, dès sa prise de fonction de pouvoir démarrer sur des bases solides, d'avoir des orientations précises et de maîtriser les principales thématiques qui constitueront son pouvoir ». Sept commissions thématiques

ont ainsi été mises en place. Elles disposent de 7 jours pour faire remonter leurs contributions au nouveau président avant son investiture. Le rôle de ces commissions à « disposer déjà d'un ensemble d'informations capitales avant le démarrage de son mandat », a indiqué Jean Wilibiro Sacko. Les 7 commissions sont : la commission Réconciliation nationale, paix et unité nationale et communication ; la commission DDRR (Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Rapatriement) et RSS (Réforme du secteur de sécurité) ; la commission Restauration de l'autorité de l'État ; la commission Santé, éducation et emploi des jeunes et genre ; la commission Relance de l'économie nationale et finances publiques ; la commission Diplomatie et la commission Majorité parlementaire.

Au-delà de la commission, Faustin Archange Touadéra est actuellement à Paris pour échanger les autorités françaises. Auparavant, il aura effectué une tournée régionale qui l'aura conduit au Tchad, au Congo, en Guinée équatoriale, au Cameroun, en Angola pour recevoir les conseils de ses homologues et aînés. Elu avec plus de 62 % des suffrages exprimés, le nouveau prêterait serment le 30 mars prochain. François Hollande pourrait faire le déplacement.

Noël Ndong

Le pape visitera Auschwitz en juillet

Ce sera la 3^{ème} visite d'un chef de l'Eglise catholique au principal camp d'extermination des Juifs en Pologne durant la Deuxième guerre mondiale.

Suivant un programme concocité longtemps à l'avance, le pape François effectuera une visite à la fois pastorale et protocolaire en Pologne, en juillet prochain. L'objectif principal de ce déplacement international, le 13^{ème} du pape argentin en ses trois ans de pontificat, sera la célébration des Journées mondiales de la Jeunesse (JMJ) à Cracovie. Le Souverain pontife quittera le Vatican le 27 juillet et y sera de retour le 31, suivant le programme retenu depuis plus d'un an. A part Cracovie, le pape visitera aussi Czeszochowa, ville de renommée internationale pour son sanctuaire marial très couru et ses miracles. Il rencontrera aussi les autorités polonaises dans la partie non spirituelle de ce déplacement. Mais ces derniers jours, les services du Vatican sur insistance du pape, ont fait ajouter une autre étape à ce voyage : Auschwitz-Birkenau, dans le sud de la Pologne. C'est là que se situe l'ancien camp de concentration allemand, où s'est perpétrée une grande partie de l'holocauste, le plan nazi d'élimi-

nation de la race juive. Le pape Jean Paul II avait déjà visité cet ancien camp en 1979 ; Benoît XVI l'a fait en 2006.

Pour pouvoir inclure cette étape, véritable pèlerinage dans son programme, le pape François n'a pas hésité à bouleverser le programme fixé, faisant commencer sa visite en Pologne avec un jour d'avance. Cela lui permettra de se rendre, au deuxième jour de son séjour, jeudi, au sanctuaire marial de Czeszochowa. Il y célébrera une messe à l'occasion du 105^{ème} anniversaire du baptême de la Pologne. Les Journées mondiales de la Jeunesse (JMJ), sont une initiative du pape polonais Jean-Paul II lancée en 1983. Elles se tiennent tous les deux ou trois ans dans une ville du monde où sont conviés les jeunes catholiques du monde, sous un thème particulier. La dernière édition s'est tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, il y a trois ans. Elle était la première JMJ présidée par un pape latino-américain. Le thème des JMJ de Cracovie sera le message de la miséricorde, conformément à une décision du pape François concernant l'ensemble de l'année 2016. Sur sa décision aussi, les JMJ ont désormais comme saint patron saint Jean-Paul II.

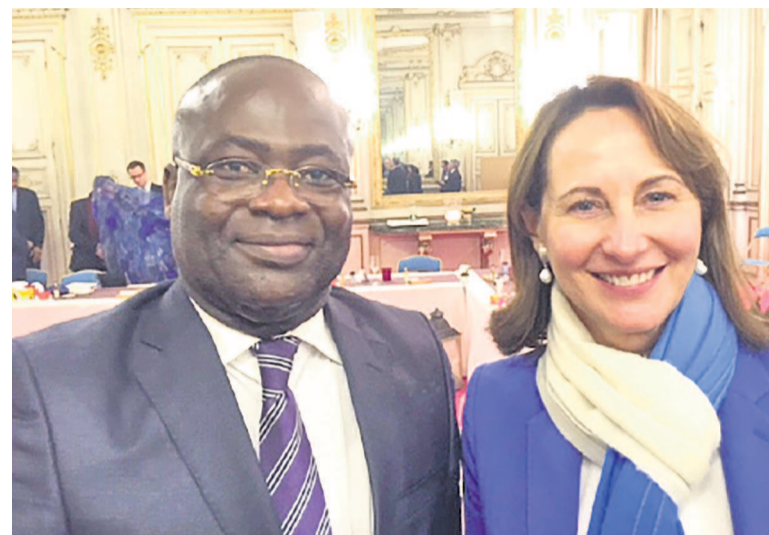
Lucien Mpama

COP21

Ségolène Royal rencontre les ambassadeurs des pays d'Afrique

La ministre française de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, Ségolène Royal, garde le contact établi avec les pays d'Afrique avant et après le grand rendez-vous sur le climat qui a eu lieu à Paris du 30 novembre au 11 décembre derniers.

Après la nomination de Laurent Fabius à la présidence de la Cour Constitutionnelle, Ségolène Royal est désormais en charge de la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Parmi les dossiers à voir aboutir rapidement, celui de l'initiative pour le développement des énergies renouvelables en Afrique, pour laquelle la Présidente de la COP a entamé une tournée africaine afin d'identifier les projets et les circuits de financements. Sur l'agenda de la ministre, une réception donnée mardi 9 mars à Paris dans le 7^{ème} arrondissement à l'adresse du Groupe di-



Guy Nestor Itoua, Ministre Conseiller, Chargé d'Affaires à l'Ambassade de la République du Congo en France Crédit : Service de Presse/Ambassade du Congo en France

plomatique africain. Le Congo y était représenté par Guy Nestor Itoua, Ministre Conseiller, Chargé d'Affaires près l'Ambassade de la République du Congo en France, en lieu et place du Doyen des Ambassadeurs africains, SEM Henri Lopes, empêché.

Le Congo, y compris l'étendue du Bassin du Congo, est impliqué pour la Cop 21 compte tenu des dossiers relatifs à l'environnement pour la préservation des écosystèmes forestiers dans leur biodiversité.

Antoine Daniel Kongo

DJIBOUTI

Le Général Pierre de Villers reçu par le président Ismaïl Omar Guelleh

Le Président djiboutien, Ismaïl Omar Guelleh, a accordé une audience au chef d'état-major général des armées françaises, le Général Pierre de Villers

Leurs discussions ont porté sur le renforcement de la coopération militaire entre les deux pays, indique le ministre français de la Défense. L'audience s'est déroulée en présence des ministres djiboutiens de la Défense Nationale, Hassan Darar Houffaneh, des Affaires étrangères et de la coopération internationale, Mahmoud Ali Youssouf, et du directeur général de la Sécurité nationale, Hassan Saïd Khaireh, ainsi que de l'ambassadeur de France à Djibouti, Christophe Guilhou.

A l'issue de son entretien avec le chef de l'Etat djiboutien, le Général Pierre de Villers a indiqué que leurs discussions ont porté sur le renforcement de la coopération militaire entre les deux pays. « La lutte contre le terrorisme étant le principal défi sécuritaire à l'ordre du jour, nous avons essentiellement évoqué les voies et moyens d'intensifier la collaboration de nos deux armées dans ce domaine », a-t-il déclaré en substance. Puis il s'est réjoui du fait que « la présence militaire française à Djibouti soit pérennisée dans toute sa diversité et compétence, armée de l'air, armée de terre et marine ».

La visite du Général Pierre de Villers a lieu quelques jours après la signature d'un accord économique et militaire entre Djibouti et la Chine.

N.Nd.

Les étrangers soutiennent le système social italien

Les impôts des étrangers en situation régulière financent les retraites des Italiens, affirme une étude.

Toujours vue comme un problème, l'immigration a aussi ses retombées positives en Italie. C'est l'ancien Premier ministre, Massimo d'Alema (président du conseil d'octobre 1998 à avril 2000), qui fut le premier dans la classe politique à soutenir que l'immigration était avant tout un problème économique. Dans ce sens que ce qu'elle coûtait au pays devait être mis en parallèle avec ce qu'elle « rapportait », directement ou non. Ancien communiste, d'Alema estimait que le problème ne devait pas s'aborder à seuls coups d'imprécations humanistes ou d'anathèmes xénophobes.

Cette ligne de vision n'a cessé de se confirmer même si, au gré des événements heureux ou malheureux, l'immigré n'a cessé de pâtir de l'image du parfait bouc émissaire dans la société. Une voix autorisée est venue mettre tout le monde d'accord en Italie cette se-

maine. Un rapport du juge Roberto Garofoli, directeur de cabinet du ministre de l'Economie et des Finances, Pier Carlo Padoan, a en effet indiqué mercredi qu'« en 2014, les travailleurs extra-communautaires ont versé environ 8 milliards d'euros de contribution » à la sécurité sociale.

Dans le même temps, ils ont reçu « des retraites pour un montant d'environ 642 millions d'euros et d'autres prestations pour environ 2,42 milliards ». Conclusion mathématique : « le solde positif est légèrement inférieur à cinq milliards. D'autres calculs démontrent que les contributions versées par les immigrés permettent de payer les retraites de 600.000 Italiens chaque année », souligne le rapport, repris jeudi par le quotidien romain à grand tirage, La Repubblica.

Ce rapport intervient dans un contexte de tensions autour de la question de l'immigration, l'Italie se plaignant que l'Europe la laisse faire face seule aux flux de migrants traversant la Méditerranée pour tenter de gagner l'Europe.

En interne, des mouvements populistes ne cessent de gagner en vigueur autour d'un discours anti-immigrés qui se construit autour du poids financier de ce phénomène. Le rapport du juge Garofoli souligne que les frais soutenus par l'Italie pour faire face à l'arrivée de plus de 150.000 immigrés en 2015 ont atteint le chiffre de 3,3 milliards d'euros. Mais les contribuables étrangers ont déclaré en 2014 environ 45 milliards de revenus sur lesquels ils ont payé près de 6,8 milliards d'impôts, ajoute le magistrat.

Ces chiffres viennent, une nouvelle fois, démontrer la contribution que les immigrés donnent à l'économie italienne et à sa population vieillissante. Déjà en novembre 2013, un rapport soulignait que les immigrés avaient versé en 2011 à l'Etat environ 13,3 milliards d'euros en impôts, taxes et autres versements, tandis que ce dernier avait dépensé en leur faveur 11,9 milliards, avec un solde positif de 1,4 milliard pour les finances publiques.

L.Mp.

La Côte d'Ivoire désignée pays d'Afrique subsaharienne le plus attractif pour des investissements, devant le Nigéria

Pour sa deuxième édition publiée le 7 mars 2016, le classement Nielsen's Africa Prospects Indicators (API) indique que la Côte d'Ivoire est devenue au terme de l'année 2015, le pays d'Afrique subsaharienne le plus attractif pour des investissements. Un niveau d'inflation stable, des perspectives de croissance intéressantes et une certaine stabilité depuis les élections pacifiques d'octobre 2015, ont joué en faveur de la première économie de l'UEMOA.

Malgré ce positionnement positif, la Côte d'Ivoire doit encore améliorer ses indicateurs macroéconomiques sur lesquelles elle n'est que troisième, derrière la Tansa-

nie (première) et le Kenya (second). Aussi le pays occupe une modeste huitième position pour ce qui est de l'indice de consommation.

Le Nigéria a cédé sa place de premier pour occuper le quatrième rang. La première puissance économique d'Afrique paye le prix de la baisse des prix du pétrole, qui lui assurait près de 70% de ses revenus. Dans un tel contexte, les indices de consommation et de confiance globale dans l'environnement des affaires y ont reculé. Par ailleurs, même si les perspectives de l'emploi et d'amélioration des finances personnelles sont positives, les ménages nigériens sont de moins en moins disposés à

effectuer des dépenses, en raison d'une inflation galopante.

L'Afrique centrale est représentée dans ce classement grâce au Cameroun qui occupe la sixième place générale. Le pays qui fait face à une incertitude quant à sa transition politique occupe la cinquième place pour ce qui est de l'environnement macroéconomique, et la cinquième place pour ce qui est de l'indice de consommation. Mais il est classé deuxième pour ce qui est des opportunités d'affaires, et aussi pour les activités de distribution, derrière la Côte d'Ivoire dans les deux cas.

Agence Ecofin

ANGOLA

Le président Eduardo dos Santos annonce son intention de quitter la politique en 2018

Le président José Eduardo dos Santos, qui règne sans partage sur l'Angola depuis 1979, a annoncé le 11 mars son intention de quitter le pouvoir en 2018, après la fin de son actuel mandat.

«J'ai pris la décision de quitter la vie politique en 2018», a déclaré le chef de l'Etat devant le comité central de son parti, le MPLA (mouvement populaire de libération de l'Angola). M. dos Santos, 73 ans, n'a pas précisé pourquoi il comptait rendre le tablier en 2018 alors que son mandat s'achèvera en 2017. Le comité central du MPLA était réuni pour préparer le prochain congrès du parti, qui doit désigner un candidat pour la présidentielle de 2017.

A Luanda, l'opposition prend la promesse du chef de l'Etat avec des pincettes et les observateurs estiment que cette annonce ne garantit pas que l'ingénieur en pétrole qui a accédé au pouvoir en

1979 après la mort d'Agostinho Neto, premier président du pays ne se présentera pas au scrutin de 2017. «Quand il dit qu'il va partir en 2018, il veut dire qu'il va se présenter au prochain scrutin et ensuite décider si le pays est assez stable pour quitter le pouvoir», analyse Paula Roque, chercheuse spécialiste de l'Angola, à l'université d'Oxford, interrogée par l'AFP. «Il ne partira que s'il a l'assurance d'avoir un successeur qui protège ses intérêts», a-t-elle ajouté.

L'opposition prédit, quant à elle, un scénario de succession dynastique au sommet de l'Etat. «Il mettra son fils comme vice-président avant de démissionner en sa faveur», pronostique Nelson Postana Bonavena, du parti d'opposition Bloc Démocratique.

Le deuxième plus ancien chef d'Etat africain en exercice, après l'équato-guinéen Teodoro Obiang

Nguema Mbasogo, est en effet passé maître dans l'art de la manœuvre. José Eduardo dos Santos a ainsi réussi la prouesse politique de n'affronter les urnes qu'une seule fois (septembre 1992, NDLR) en 33 ans de pouvoir, jouant habilement sur les divisions de l'opposition et le manque de sécurité dans le pays, laminé par la plus longue guerre civile qu'ait connue l'Afrique (1975-2002, 1,5 million de morts). En 2002, affirmant ne pas vouloir se présenter à la prochaine élection, il avait laissé de nombreux prétendants à sa succession au sein de son parti faire acte de candidature pour les exclure ensuite. La Constitution angolaise ne prévoit pas d'élection présidentielle au suffrage universel, mais stipule que le président du parti vainqueur des législatives devient automatiquement chef de l'Etat.

Source : Agence Ecofin

MÉDIAS

Les Dépêches de Brazzaville lancent une édition internationale

Domicilié au Congo, le quotidien « Les Dépêches de Brazzaville » a décidé de donner une dimension internationale à son journal baptisé pour la circonstance « Les Dépêches du Congo » avec une impression en temps réel du journal en plusieurs sites

Face à l'affluence d'informations, l'heure est venue de rendre possible, grâce aux moyens de transmission modernes dont dispose le journal, une impression simultanément à Brazzaville, à Paris ou à Bruxelles. Désormais, chaque jour, les lecteurs qui vivent loin du Congo auront entre leurs mains les informations en provenance de leur pays. De même, cette mutation permettra aux Congolais de la diaspora d'avoir la possibilité d'acheter les Dépêches du Congo. Le journal change de format en passant de 16 à 24 pages et son prix est de 2 euros.

A l'occasion de cette évolution, le journal arbore de nouvelles couleurs pour sa couverture. Sa configuration offre à la rédaction la mise en page d'un contenu plus enrichi. Les nouvelles rubriques commencent par une «Une» différente qui mixe les grands titres de nos éditions de Brazzaville et de Kinshasa. Des deux Congo, le journal traitera les informations dans les domaines tels que la littérature, l'art, la musique, la mode, le sport, l'innovation technique, la science ou les nouvelles technologies.

Le nouveau quotidien général d'information, c'est aussi un déploiement stratégique à l'international. Son siège demeure à Brazzaville avec des bureaux à Paris, Bruxelles, Rome et Kinshasa.

Les lieux de distribution à Paris :

Kiosque au 27 avenue Hoche 75008 Paris Kiosque face au Fouquet's 99, avenue des Champs Elysées 75008 Paris Kiosque Mémilmontant au 139, bd de Mémilmontant 75011 Paris Kiosque Place Clichy (face Quick) au 7, Place de Clichy 75017 Paris Kiosque Porte de Clignancourt au 77, bd d'Ornano 75018 Paris

Antoine Daniel Kongo

Aliko Dangote accapare 43% de la capitalisation totale de la Bourse de Lagos

L'homme d'affaires nigérian, Aliko Dangote, patron du groupe éponyme, accapare 43% de la capitalisation totale du Nigerian Stock Exchange (NSE), a rapporté le quotidien nigérian This Day le 9 mars.

Les quatre filiales cotées du groupe Dangote (Dangote Cement Plc, Dangote Sugar Refinery Plc, NASCON Allied Industries Plc and Tiger Branded Consumers Goods Plc) ont affiché une capitalisation boursière cumulée de 3832 000 milliards de nairas (19,23 milliards de dollars), soit 43% de la capitalisation totale du marché boursier (8910 000 milliards de nairas), selon des données officielles consultées par le journal. À elle seule, la capitalisation de Dangote Cement s'est établie à 2 862 000 milliards de nairas, ce qui représente

32% de la capitalisation globale de la Bourse de Lagos.

Dangote Group opère dans plusieurs secteurs tels que le ciment, le sucre, la minoterie, les engrais, l'agriculture et les hydrocarbures. Outre son marché domestique, le groupe est présent dans une quinzaine de pays africains, dont le Bénin, le Cameroun, le Ghana, l'Afrique du Sud, le Togo, la Tanzanie et la Zambie.

Selon l'édition 2016 du classement des milliardaires dans le monde publié le 1er mars par le magazine américain Forbes, Aliko Dangote reste l'homme le plus riche d'Afrique avec une fortune estimée à 15,4 milliards de dollars. La Bourse de Lagos compte 184 entreprises cotées.

Agence Ecofin

FOOTBALL

Le week-end des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en Europe (Allemagne et Angleterre)

Allemagne, 30^e journée, 3^e division

Soirée de toutes les émotions pour Francky Sembolo, titularisé (pour la 4e fois de la saison) lors de la réception de Sonnenhof Grossaspach. Aligné en pointe, l'international congolais est fauché par le gardien adverse (43e) et obtient un penalty. Mais le Congolais ne va pas reprendre le match : bras cassé, hospitalisation et 6 semaines d'indisponibilité. Sans lui, Osnabrück arrache le nul 2-2 face à son premier poursuivant.

Sans Pitchou Mouaya, non retenu, Hallescher partage les points avec la réserve de Mayence (1-1).

Osnabrück reste sur le podium avec 3 points de retard sur le 2e et 2 longueurs d'avance sur son adversaire du jour, 4e. Hallescher est 10e avec 39 points et 8 longueurs d'avance sur la zone rouge.

Angleterre, 36^e journée, 4^e division Titularisé en attaque lors du déplacement de son équipe à Portsmouth, John-Christopher Ayina a été remplacé à la 60e, alors que Newport County menait 1-0. Score final 3-0.

Clevid Dikamona était titulaire en défense centrale lors du revers de Dagenham à Hartlepool (1-3).

Ce 21e revers de la saison « conforte » Dagenham dans sa place de lanterne rouge avec 9



Et de huit pour Offrande Zanzala, qui a encore marqué vendredi soir face à West Bromwich Albion (droits réservés)

points de retard sur Stevenage, premier non relégable. Newport est 16^e avec 45 points.

Angleterre, 20^e journée, 2^e division du championnat U21

Derby County fait un pas supplémentaire vers le titre de champion en battant West Bromwich Albion 2-0. Déjà buteur lundi soir lors de la défaite à Swansea, Offrande Zanzala a inscrit son deuxième but de la semaine (son 8e de la saison en 16 matchs avec le U21). Derby County est leader avec 5 points d'avance sur les U21 d'Arsenal. Il reste deux matchs à jouer, avec un ultime match à domicile face aux Gunners.

Camille Delourme

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

du LUNDI
au VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

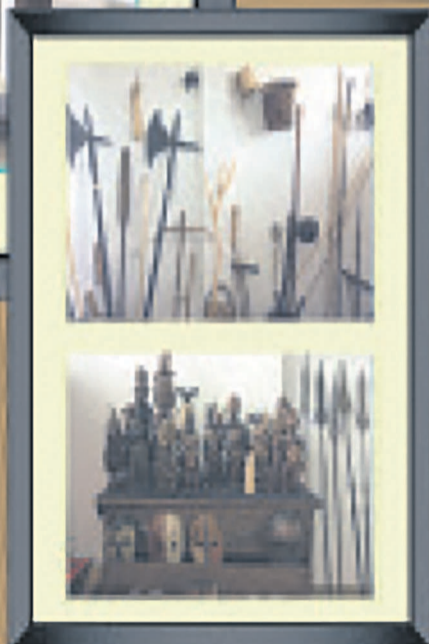
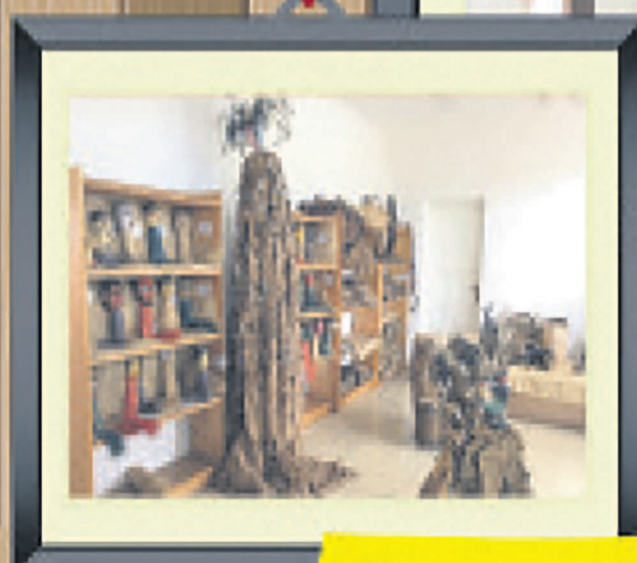
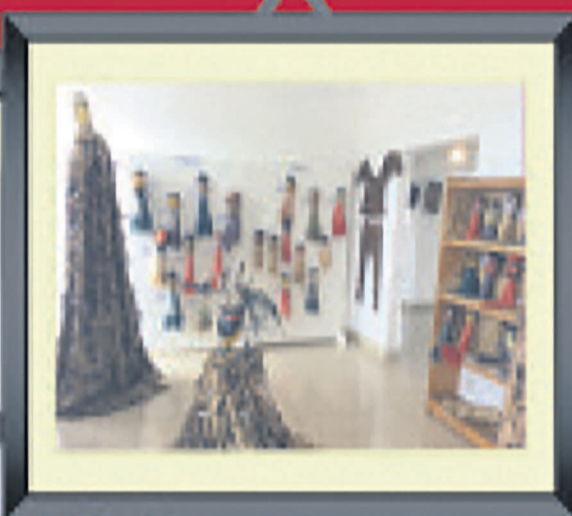
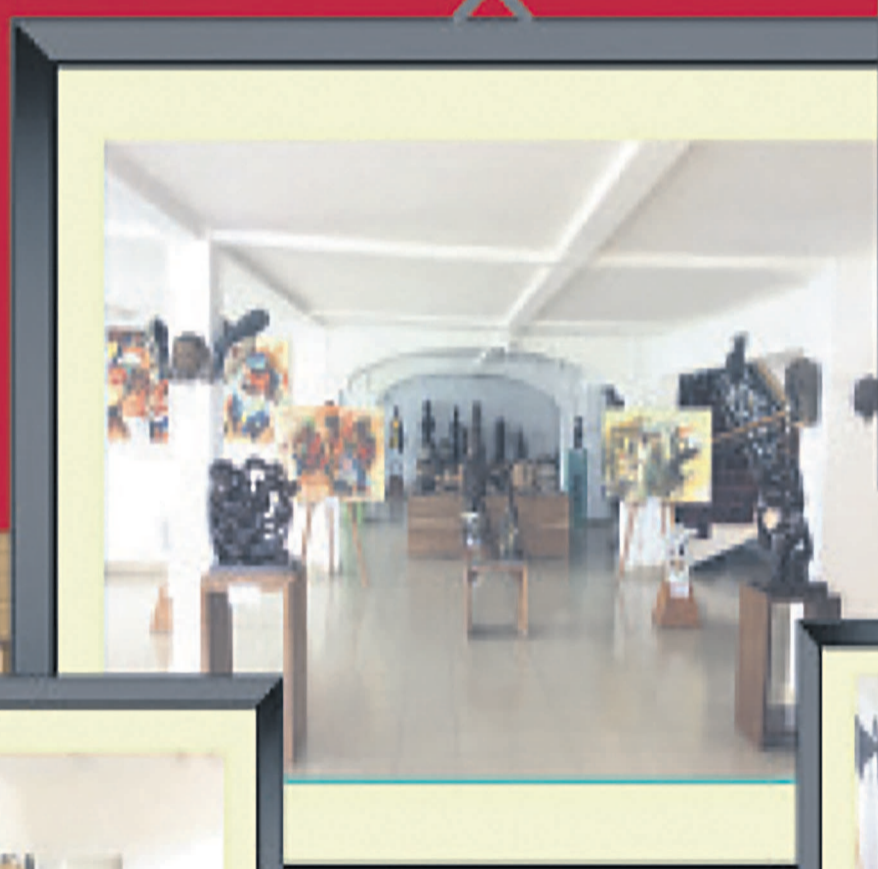
CÉRAMIQUES

MUSIQUES

Musée
du Bassin du Congo

galerie CONGO

ARTS ET EXPRESSIONS



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

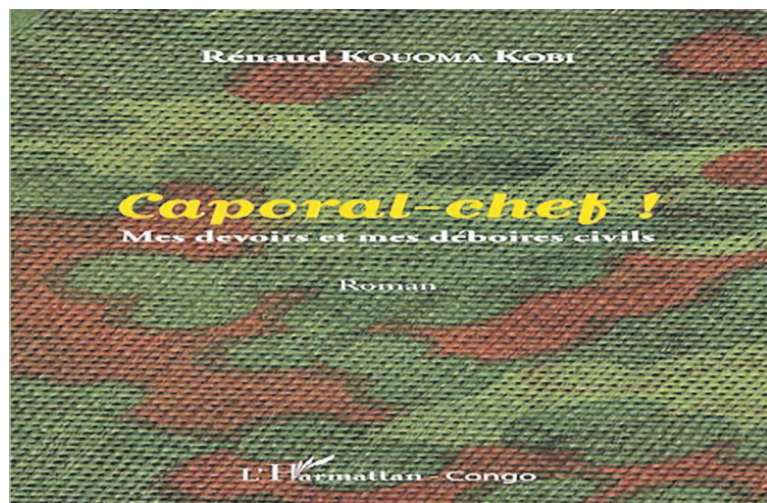
LITTÉRATURE

« Caporal-chef ! » de Renaud Kouoma Kobi, dans les rayons de L'harmattan

Dans cet ouvrage l'auteur relate l'histoire de Mandarine qui refuse l'idée de son mari d'aller vivre au village alors que ce dernier vient d'être admis à la retraite.

Le mari de Mandarine, étant admis à la retraite, décide de retourner au village. Mandarine n'approuve pas l'idée, étant soutenue par sa petite sœur Lady. « Pourquoi ton mari veut-il à tout prix te convaincre d'accepter son idée d'aller vivre au village alors qu'il t'a prise en mariage ici en ville ? Il pense qu'aller au village est une solution pour éviter les souffrances de la retraite. Quand on n'a pas préparé son futur, on doit en subir les conséquences »

Le vieux retraité se sépare d'avec son épouse et ses enfants, il part pour le village. Mandarine déménage, elle trouve une maison dans un quartier situé au



La couverture du recueil « Caporal-chef ! »

centre-ville, habité par des hauts fonctionnaires et des hommes d'affaires du pays. Sergio, le concubin de Lady l'aide. Il est un homme d'affaire riche d'origine brésilienne.

Il donne un appartement de trois chambres, avec salon, douche, toilette, bien équipé, à Mandarine et ses enfants, les dote

d'une voiture et d'un chauffeur pour leurs déplacements. Mandarine se réjouit de ce geste ; Lady sa cadette l'aime beaucoup, la rassure « Je ne voulais pas que tu ailles au village avec ce vieux misérable retraité, c'est bien qu'il soit parti seul. En tout cas, pour votre prise en charge, ne te panique pas, mon mari te

donne tout ce dont tu as besoin ainsi que la scolarité des enfants sera à sa charge. C'est dans tes droits de bénéficier des œuvres caritatives de mon mari »

Chaque fin de mois, Sergio lui donne 100.000 FCFA pour assurer leur popote ; il prend également en charge la scolarité de ses enfants. Ces derniers fréquentent les écoles les plus prestigieuses du pays, Sergio envisage de les envoyer continuer les études dans son pays, le Brésil, après leur admission au baccalauréat. Il leur établit des passeports et d'autres dossiers relatifs au voyage.

Trois ans plus tard, Sergio trouve la mort dans un accident de circulation. Sa mort fut une épreuve difficile à supporter pour Mandarine, ses enfants et Lady ne savent plus que faire. Une semaine plus tard après l'inhumation, les enfants de

Sergio issus du premier lit avec une Makoloise, mariée légalement chassent Lady et Mandarine des appartements, ravissent tous les biens qu'elles possèdent et, vident tous les comptes en banques. La vie devient invivable pour Mandarine, son mode de vie change totalement. Elle accuse le diable d'être à l'origine de son malheur. Les parents ne veulent pas l'aider pour avoir refusé d'aller au village avec son mari. Elle et ses enfants vont chez sa tante Vérité, mais elle les repousse. Que deviendra alors la vie de ses enfants ? C'est le début d'une nouvelle aventure.

Renaud Kouoma Kobi est un ancien enfant de troupe (AET), il est de nationalité congolaise, né à Mbama, en République du Congo. Etudiant en Master II en droit public à l'Université Marien Nguoubi, à Brazzaville.

Rosalie Bindika

PARUTION

« Les calebasses brisées », premier roman de Nicole Mballa-Mikolo.

Nicole Mballa-Mikolo se lance à l'écriture à travers son premier ouvrage « Les calebasses brisées » publié chez L'harmattan. Ce roman parle des femmes du continent et porte un regard sur trois femmes, Aminata, Bibiche et Emilienne. Une histoire faite de déceptions, d'humiliations subies à cause de certaines traditions rétrogrades.

« Les calebasses brisées », ouvrage de 150 pages, aborde à travers ses trois héroïnes différents thèmes, entre autres, la polygamie, les enfants de la rue, la spoliation des veuves, la violence conjugale, la différence entre les femmes et les hommes aisi que la dot. En un mot, il y a dans ce roman un peu de tout ce qui intéresse la société. « Ce sont des problèmes non pas de nationalité. Ils sont inhérents à toute l'Afrique. À travers « les calebasses brisées », j'ai juste voulu faire passer un petit message. Dire aux femmes que tout peut passer par elles » a souligné Nicole Mballa-Mikolo.

L'auteur des calebasses brisées fait siennes les combats à la cause féminine. Nous avons des problèmes et devons profiter de cette journée internationale de la femme pour réfléchir sur le bien-être de nos semblables et prendre les résolutions qui s'imposent. C'est une journée qui devrait être le symbole des efforts accomplis par les femmes pour améliorer les conditions de vie de celles qui subissent encore des injustices sociales de toutes sortes. Les femmes doivent faire preuve de plus de solidarité en vue d'exercer des actions communes et concertées. Un petit garçon n'a jamais été excisé, ne se marie jamais de force à l'âge de 13 ans. Un veuf n'est pas spolié, un homme ne meurt

pas en couches par conséquent le bonheur de la femme ne viendra pas de l'homme. Les femmes ont besoin de justice sociale.

Cet ouvrage est le symbole d'un monde qui meurt, de l'anéantissement. Les romancières des deux décennies passées ont revendiqué le respect des droits fondamentaux de la femme. Celles des années 2000 continuent le combat d'où le caractère sociologique de leurs ouvrages. Les thèmes centraux abordés dans les calebasses brisées sont les relations hommes-femmes dans une société dominée par les hommes, la survivance des systèmes traditionnels et leurs effets sur la famille africaine moderne.

Lacte d'écrire est pour l'auteur une thérapie et elle y retrouve un côté fascinant et créatif. « Lorsque je suis arrivée au Japon, j'avais connu de grands moments de dépaysement et de solitude, l'écriture m'a tenue compagnie. C'est à cette époque que j'ai commencé à écrire des nouvelles pour le magazine Amina. Ecrire c'est parler à autre. C'est lui dire, lui raconter ce que l'on ressent, ce qu'on aimerait voir changer. C'est une thérapie. Le plus fascinant dans l'écriture est le côté créatif. On crée des personnages et un monde issus de notre imaginaire. L'écriture est une solution à nos problèmes ».

Née en République d'Allemagne de parents camerounais, Nicole Mballa-Mikolo a fait une partie de ses études en République centrafricaine et au Congo-Brazzaville. C'est ainsi que très tôt, elle a su cultiver en moi l'esprit d'ouverture et de tolérance. Elle se considère comme une africaine, à la fois enracinée dans sa culture, ouverte à d'autres cultures et très soucieuse du sort de ses semblables.

Hermione Désirée Ngoma

FOOTBALL

Fodé Doré de retour à l'entraînement ce lundi

Après un stage de rééducation au Centre technique national de Clairefontaine, Fodé Doré est rentré à Angers. L'attaquant international, victime d'une fracture du tibia en octobre dernier, va reprendre l'entraînement avec ballon ce lundi.

Après une longue convalescence, Fodé Doré avait repris la course en janvier. Mais avant de retrouver le contact avec le ballon, l'international congolais a dû passer par une exigeante phase de re-musculation. C'est donc dans les ultra-modernes installations du Centre technique national de Clairefontaine, en région parisienne, que l'Angevain a transpiré pendant plusieurs jours.

Ayant reçu le feu vert du staff médical de Clairefontaine, Doré amorce donc la phase suivante : le ballon. Une belle semaine pour lui, après avoir reçu la visite de Pierre Lechantre et Isaac N'Gata, mercredi dernier. Mais il lui faudra tout de même continuer à être patient, car le retour à la compétition, alors que la Ligue 1 entame son sprint final, ne sera pas aisé après presque six mois d'absence.

Camille Delourme



Fodé Doré n'a pas transpiré en vain sur les machines de musculation du CTN de Clairefontaine: il est désormais de retour à l'entraînement au SCO d'Angers (droits réservés)

Viny Ibara qualifié et retenu pour le match Kairouan-CA Bizertin

La situation a évolué positivement pour Viny Ibara au CA Bizerte. Le néo-international congolais, présélectionné pour les deux matchs face à la Zambie, est désormais qualifié et devrait être dans le groupe du CAB, qui s'est déplacé dimanche à Kairouan.



Viny Ibara est enfin qualifié et pourrait faire ses débuts dans le championnat tunisien dimanche (droits réservés)

Arrivé fin janvier en Tunisie pour y parapher un bail de 3 ans, l'attaquant congolais n'avait pas pu jouer jusqu'alors, son contrat n'ayant pas été homologué en raison d'un litige entre la formation tunisienne et son club de provenance, le FC 105.

Auteur de 8 buts en 13 matchs la saison passée avec le FC Pélican, 8^e du championnat 2015, l'attaquant de 20 ans était cantonné aux entraînements et a manqué 7 matchs (2 de Coupe de Tunisie et 5 de championnat). Durant cette période, le CA Bizertin, 5^e du classement, n'a gagné que deux matchs et a été éliminé en 8^e de finale de la Coupe. Surtout, le CAB n'a marqué que 4 buts et 1 seul en championnat. L'ancien joueur de JST aura donc une carte à jouer. Peut-être dès ce week-end ?

En effet, Ibara est désormais qualifié et devrait être retenu dans le groupe du CAB qui s'est déplacé dimanche sur le terrain de Kairouan, 6^e du championnat avec un point de retard sur Bizerte.

C.D.

TRANSFERTS

Kader Bidimbou signe pour deux ans au Portugal

Visa et contrat en poche, l'attaquant international congolais est attendu au Portugal dimanche soir. L'ancien joueur de l'AC Léopards s'est engagé pour deux ans avec l'AD Sanjoanense, pensionnaire de 3e division.

Après Juslain Babelé, Bonheur Mano et Julssy Boukama Kaya, Kader Bidimbou rejoint la troisième division portugaise (appelée Divisao II). L'attaquant international a enfin reçu son visa et a voyagé, via la RAM, dans la

nuit de vendredi à samedi. Il sera à Porto dimanche soir, pour rejoindre Sao Joao da Madeira, à une quarantaine de kilomètres au sud.

Courant février, il avait signé un contrat de deux ans avec l'AD Sanjoanense, qui lutte actuellement pour se maintenir en Divisao II : engagé dans les play-down du groupe D, l'ADS est premier avec 8 points d'avance sur le premier reléguable. Les voyants sont donc au vert pour l'attaquant de 20 ans, qui va enfin pouvoir démontrer qu'il possède les quali-

tés pour s'imposer en Europe. Rappelons qu'en décembre, l'AS Monaco l'avait invité à passer à un essai, mais que le joueur s'était heurté à la rigueur administrative. Une situation pénible durant laquelle il s'était senti un peu délaissé par les instances sportives. Avec ce départ au Portugal, une destination certes moins clinquant que Monaco, Bidimbou a devant lui une porte d'entrée idéale vers une carrière professionnelle. A lui de saisir l'occasion.

Camille Delourme



Au Portugal, Kader Bidimbou portera son habituel numéro 14 (droits réservés)

LIGUE AFRICAINE DES CHAMPIONS

L'Etoile du Congo n'a pas brillé au-dessus de Sétif

L'Etoile du Congo a été tenue en échec, le 13 mars, au stade Alphonse-Massamba-Débat 1-1 par l'Entente sportive de Sétif en match aller des seizièmes de finale de la Ligue africaine des champions. Le but concédé à domicile, donne un léger avantage aux Algériens dans l'optique du match retour.

L'Etoile du Congo n'a visiblement pas simplifié son équation avant le match retour. Les Stelliens ont pu arracher un match nul grâce à un penalty transformé à la 86e minute par l'entremise de Kalonji Dharles Mondia. Il répond en effet à Djahnit Akram. Le buteur de l'ES Sétif a profité d'une erreur défensive pour fusiller à bout portant Lutunu Dulé à la 63e minute.

Le gardien de l'Etoile du Congo s'est ensuite employé à deux reprises pour maintenir son équipe en vie notamment sur des frappes de Saadi Ismail à la 80e et d'Amokrane Abdellakim à la 84e minute juste avant le penalty provoqué par Issambet. Dagoulou Koziade a manqué lui aussi de réussite lorsqu'il a retardé l'ouverture du score à la 37e minute. Il a pivoté entre deux défenseurs de l'Etoile du Congo puis s'est présenté seul devant Lutunu. Il choisit de frapper en force mais son ballon passe au-dessus de la barre. Côté Stelliens, les actions franches se faisaient rares mais la belle reprise de Jaures Ngombé qui a effleuré la barre transversale à la 80e minute après une remise de Saira Issambet, prouvait bien que l'Etoile du Congo pouvait faire mieux.

L'Etoile du Congo doit vite oublier le match aller pour se concentrer sur la manche décisive prévue le samedi prochain à Sétif. En terre algérienne, les poulains de Barthélémy Ngatsono n'auront pas le choix. Il faut gagner ou sinon



La joie de Kalonji après le penalty transformé (photo Adiac)

faire un nul de plus d'un but pour se voir ouvrir les portes des huitièmes de finale.

« On n'a pas pu gagner. Au moins on s'est contenté d'un match nul. Ce qui est sûr, c'est que ces genres de matches se jouent sur deux phases. Nous avons fini la phase aller mais il va falloir se préparer en conséquence pour le match retour... C'est dommage que nous prenions un but sur une petite erreur défensive. Je crois que rien n'est perdu. Il va falloir travailler davantage pour aller arracher la qualification en terre algérienne. Ils sont venus faire un but partout chez nous. Rien n'empêche que nous allions chez eux après une ultime préparation pour renverser la vapeur », a déclaré l'entraîneur stelliens.

Alain Geiger de l'ES Sétif, s'attend à rencontrer une équipe de l'Etoile du Congo revancharde. « Nous étions venus pour ga-

ner. D'abord, il fallait s'adapter au climat. Ce n'était pas assez simple pour nous parce qu'on a la neige à Sétif. C'est un bon résultat. On aurait pu marquer plus de but. On a laissé le ballon volontairement à l'Etoile du Congo. Nous avons fait le match qu'on devrait faire ici. Nous ne sommes pas mécontents du résultat mais on méritait de gagner. Il y a une moitié du parcours qui a été fait. Pour se qualifier, il faut faire deux matches pleins. C'est à nous de faire un autre match plein pour se qualifier sur la deuxième partie. Il faut travailler sérieusement et mettre la grosse pression chez nous à domicile pour marquer des buts. »

Les Fauves du Niari condamnés à l'exploit à Dolisie

L'AC Léopards de Dolisie, l'autre représentant congolais en Ligue des champions s'est incliné 0-2 à Pretoria face à Mamelodi Sundowns. Les Fauves

du Niari ont concédé deux buts en l'espace de deux minutes. Keegan Dolly a ouvert le score à la 44e minute, juste avant la mi-temps. Leonardo Castro l'a imité deux minutes après. Les Sud-africains ont d'ailleurs raté un penalty dans les derniers instants du match. Elenka a valablement remplacé, Hervé Lomboto, le gardien de l'AC Léopards expulsé en privant Mamelodi Sundowns d'un troisième but.

L'AC Léopards doit s'imposer 3-0 pour se qualifier pour le prochain tour. Ils avaient par le passé accompli cet exploit du même genre en 2013 face à Kano Pillars à cette même étape de la compétition. Battu à Kano 1-4, l'AC Léopards avait renversé la vapeur à Dolisie 3-0. C'est pour dire que la tâche s'annonce difficile pour les représentants congolais mais pas impossible.

James Golden Eloué

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France (Coupe de France)

Ligue 2, 30^e journée

Remplaçant, Chris Malonga est entré à la 85e lors du déplacement de Laval à Tours. Son équipe était alors menée au score, mais a finalement arraché le point du nul à la 94e. Sans Kévin Koumbemba, non retenu par Alex Dupont, Brest s'impose 1-0 à Valenciennes.

Sans Hugo Konongo, écarté du groupe jusqu'à nouvel ordre, Créteil fait match nul face à Evian (0-0).

Tobias Badia était titulaire lors de la défaite de Nancy à Bourg-Péronnas (0-2). Brice Samba junior est resté sur le banc, tandis que Christ-Emmanuel Maouassa et Yann Mabella étaient laissés à disposition de la CFA 2.

Dylan Bahamboula n'était pas retenu dans le groupe du Paris FC, battu à Niort (1-2). Fernand Mayembo n'était pas dans le groupe niortais.

Au classement, Nancy conserve sa 2e place avec 3 points de retard sur Dijon et 6 d'avance sur le Red Star (qui comptent un match en retard à jouer). Brest remonte à la 3e place avec 43 points et double Auxerre, qui jouera lundi soir face au Red Star. Dans la deuxième partie de tableau, Laval est 13e avec 35 points, tandis que Créteil et le Paris FC végètent aux deux dernières places. Pour le Paris FC, la relégation est presque à acquies. Créteil devra faire un sans-faute pour se sauver.

C.D.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

La RDC accélère la mise en circulation du nouveau passeport biométrique à puce électronique

Des diplomates en postes dans les soixante-quatre ambassades et huit consulats généraux de la RDC à travers le monde sont allés suivre, en Belgique, la formation sur les procédés d'enrôlement et de capture biométriques pour ces pièces d'identité.

Le gouvernement de la RDC entend rendre effective la mise en circulation, sur toute l'étendue du territoire national ainsi que dans les missions diplomatiques, du nouveau passeport biométrique doté d'une puce électronique. En exécution des engagements du gouvernement auprès de ses partenaires, note une source proche du gouvernement, le ministère des Affaires étrangères a envoyé, au courant de la semaine, à Bruxelles, en Belgique, des diplomates en postes dans les soixante-quatre ambassades et huit consulats généraux de la RDC à travers le monde pour suivre la formation sur les procédés d'enrôlement et de capture biométriques pour les passeports électroniques. À l'issue de la formation, affirme cette source, ces fonctionnaires assermentés en poste dans les missions diplomatiques de la RDC à travers le monde auront la lourde responsabilité, sous l'autorité de leurs chefs de missions diplomatiques

respectifs, de superviser les opérations délicates du processus permettant l'obtention du passeport congolais, véritable instrument de souveraineté de l'État.

Les sessions de formation, assurées par une firme internationale, mondialement reconnue et dont l'expertise dans plusieurs pays n'est plus à démontrer, ont porté sur l'acquisition des notions théoriques, suivies des séances pratiques, en plus des phases d'immersion dans les structures bien ciblées.

Il est noté qu'au terme de cette session de formation, le gouvernement devra s'employer à déployer les kits d'enrôlement et captures biométriques dans les différentes missions diplomatiques ainsi que sur toute l'étendue du territoire nationale, en vue de permettre à un grand nombre des requérants de se doter de ce précieux document.

Ce grand chantier, qui est un véritable défi technologique, s'inscrit en droite ligne des recommandations de l'Organisation internationale de l'aviation civile et des réglementations internationales visant la lutte contre le terrorisme et la piraterie transfrontalière.

Dans les réactions, cette réalisation a été saluée et un hommage a été rendu aux autorités du pays,



Passeports ordinaires de la RDC

bien que la majorité du pays le fasse déjà depuis très longtemps. « C'est quand même le minimum », a-t-on dit, tout en émettant le souhait que ces dites autorités veillent à ce que le passeport

coûte partout le même prix. « En Europe, chaque ambassade fixe son prix et met en place ses propres modalités. Mention spéciale au consulat d'Anvers dont la qualité du travail est unanime-

ment reconnue par la diaspora. Les Congolais viennent de toute l'Europe pour aller faire faire leurs passeports là-bas », fait-on remarquer.

Lucien Dianzenza

PATRIMOINE COLONIAL

Des défenses d'éléphant en héritage

Une famille italienne s'est retrouvée avec un héritage encombrant : des défenses d'éléphants acquises régulièrement à l'époque du Zaïre. Que faire ?

Il n'y a plus de recoin de la planète où le combat pour la protection des espèces menacées ne se soit traduit par des règles, interdictions et même des condamnations pour les contrevenants. Les braconniers d'aujourd'hui savent bien à quoi ils s'exposent. Mais il n'en a pas toujours été ainsi : sous l'Afrique coloniale, mais aussi dans les premières décennies des indépendances, il n'était scandaleux pour personne de voir pendre dans les salons de ceux qui ont « fait la coloniale » quelques têtes d'antilopes, ou s'étaler des peaux de lion ou de léopard.

Il arrivait même qu'à un hôte de marque on offre un trophée qui, aujourd'hui, ferait frémir d'indignation le premier environmentaliste venu. C'est que les temps ont changé. Depuis 1977, la Convention sur le commerce d'espèces sauvages menacées (Cites) interdit la chasse, le trafic, le transport et la vente des nombreuses espèces qui courent le risque d'une extinction assurée si on ne les protège pas. Crocodiles exterminés pour leur peau, rhinocéros chassés pour leur corne ou éléphants pour leur ivoire sont particulièrement surveillés. On peut dès lors aisément com-

prendre l'embarras d'une famille italienne d'Oristano, en Sardaigne. À une époque pas trop lointaine, leur parent Giuseppe Mussi avait acquis en toute légalité des défenses d'éléphant au Zaïre. L'homme avait travaillé aussi au Congo, au Tchad et au Cameroun : tous pays d'Afrique centrale connus pour la beauté de leur faune sauvage. Mais aujourd'hui, ce qui avait été un beau patrimoine à éventuellement léguer à des descendants, devient une compromission évidente dans les braconnages qui déciment tortues, singes, lémuriens et autres buffles d'Afrique.

La famille sarde n'y a donc pas pensé à deux fois : elle a appelé le corps forestier d'Oristano pour lui remettre cet héritage qui tombe désormais sous le coup de la directive européenne CE 338/97 qui dresse la liste Cites des espèces protégées. Et de fait les éléphants y figurent en bonne place. Que vont en faire les services forestiers italiens ? La question ne se pose même plus : les défenses, qui incluaient même des pièces finement sculptées, finiront dans les flammes, et pas ailleurs ! L'Europe interdit le commerce d'ivoire sur le périmètre de ses 28 Etats membres.

La conscience droite de la famille Mussi vient rappeler fort à propos que la lutte pour la sauvegarde des espèces à risque d'extinction engage individus, communautés et États. Et que c'est l'effort de tous qui permettra

d'assurer à la planète le fonctionnement de tous les chaînons d'une nature délicate et interdépendante. La disparition d'un éléphant au Gabon peut avoir des répercussions au Canada, ce n'est plus de l'ordre de l'absurdité au regard des causes et des conséquences des changements climatiques. Le combat est loin de la victoire.

L'Union internationale pour la conservation de la nature a indiqué cette semaine qu'au moins 1.338 rhinocéros avaient été braconnés en Afrique en 2015. C'est un chiffre record depuis que l'Afrique du Sud a interdit le commerce de la corne de rhinocéros en 2008. Au cours des deux dernières années, affirme le rapport de cet organisme basé en Suisse, le braconnage a diminué au Kenya. Et en 2015, pour la première fois depuis 2008, le nombre de rhinocéros tués en Afrique du Sud a lui aussi diminué.

L'Afrique du Sud compte le plus grand nombre de rhinos sur la planète. Mais l'espèce est menacée par la forte demande de corne en Asie, où on lui prête des vertus médicinales. La corne de rhinocéros, de la banale kératine comme les ongles, ont acquis une valeur monétaire par ouï-dire en Asie. Au marché noir, elle s'arracherait au prix prohibitif d'environ 60.000 dollars le kilo, de quoi susciter toutes les convoitises donner des idées aux mafias de tous bords.

Lucien Mpama

MATIÈRES PREMIÈRES

Les chiffres de l'exploitation minière en 2015

Pour le cuivre, la production nationale s'est située à 1, 609 million de tonnes alors que le diamant a été produit à hauteur de 15, 753 millions de carats. En tenant compte de la quantité produite, il se dégage que le diamant figure en première position dans la production des minerais.

Les statistiques minières de l'année 2015 sont publiées par le projet Promines financé par la Banque mondiale. Depuis un certain temps, le ministère des Mines a mis en place une commission interministérielle d'harmonisation et de consolidation des statistiques minières. On y trouve des chiffres de première main sur la production minière, les exportations et même les recettes recouvrées par les régies financières.

En ce qui concerne la production nationale, en dehors du cuivre et du diamant, les chiffres pour 2015 situent le cobalt à 84 400 T, le plomb à 653 T et le zinc à 12 750 T. En somme, sur le plan des métaux non ferreux, le cuivre vient en tête. Au-delà, dans la filière des stannifères, il y a la production de la cassitérite à 8303 T, du wolframite à 103 T, du coltan à 2101 T et de l'or à 31 877 kg.

En matière des exportations, les filières diamantifère et aurifère confirment la sortie du pays de 15,789 millions de carats de diamant et 31 790 kg d'or. Quant au cuivre, les exportations ont atteint 1,039 T. Pour le reste, on signale les exportations de 83 529 T de cobalt, 653T de plomb, 12 675 T de zinc, 7470 T de cassitérite, 28 T de wolframite et 1292 T de cobalt. Enfin, le document comporte également une partie relative aux recettes recouvrées en monnaie nationale au cours de l'année 2015. Il se présente de la sorte : DGI 753 milliards; DGDA 68 milliards et DGRAD 169 milliards.

Laurent Essolomwa

PRISON CENTRALE DE MAKALA

La VSV inquiète de l'état de santé de Christopher Ngoyi Mutamba

Pour cette ONG, le défenseur des droits de l'homme, président de l'ONG Synergique Congo culture et développement (SCCD) et coordonateur de la société civile de la RDC, serait en danger de mort imminent après son retour en prison.

La Voix des sans-voix pour les droits de l'homme (VSV) s'est dite très inquiète de la détérioration continue de la santé de Christopher Ngoyi Mutamba, incarcéré à la Prison centrale de Makala (PCM), à Kinshasa. L'ONG a, en effet, rappelé que, tombé malade pendant sa détention à la PCM, Christopher Ngoyi a été transféré, le 8 février, par la direction de la prison pour des soins médicaux, au Centre hospitalier Nganda, situé dans la commune de Kintambo. Mais, après vingt-trois jours d'hospitalisation, le malade sera reconduit en prison sans une réelle amélioration de son état de santé. « Pendant son internement, Christopher Ngoyi a été transfusé à cinq reprises. Ses médecins-traitants avaient d'abord soupçonné une anémie ignorée par le patient avant de diagnostiquer que la moelle qui fabrique le sang fonctionne normalement et que la diminution de sang répétée était causée par un autre problème », a expliqué la VSV. L'ONG a, par contre, déploré qu'après des examens médicaux réalisés, ces mêmes médecins-traitants puissent refuser, par la suite, de communiquer le résultat au patient et à ses proches.

Citant les informations qu'elle a recueillies, la VSV a noté que les responsables du Centre hospitalier Nganda avaient expédié le résultat d'analyse sous pli fermé directement au directeur de la PCM qui, à son tour, aurait refusé de transmettre le rapport médical au malade. « Le directeur de la PCM aurait reçu des instruc-



Christopher Ngoyi Mutamba dans sa cellule de prison

tions formelles de garder secret ce rapport. Certains spécialistes en médecine avertis ont avancé que la persistance de cette anémie pourrait être due à une intoxication dont seuls des examens approfondis de toxicologie pourraient être en mesure de révéler le type d'examen qui ne peut se réaliser qu'à l'étranger », a souligné la VSV.

Les inquiétudes de la VSV

Pour la VSV, qui note que le Centre hospitalier Nganda recevrait le plus souvent possible des fonctionnaires de la présidence et agents de services de sécurité, le contour « top secret » du rapport médical de Christopher Ngoyi renforcerait énormément son inquiétude sur la vie et la sécurité du défenseur des droits

de l'homme, d'autant plus qu'actuellement, il connaît une baisse de tension artérielle constante, des problèmes sérieux des yeux, des douleurs au niveau du cœur et de fortes crises d'estomac. « La victime avait repoussé deux tentatives pour prélèvement d'un échantillon du sang avec un bon de demande portant le numéro de sa chambre mais avec le nom

d'une autre personne », a soutenu l'ONG.

La VSV a également fait observer que Christopher Ngoyi n'était plus consulté par des médecins vers la fin de son séjour médical au Centre hospitalier Nganda. Cela a poussé la victime, a appuyé la VSV, à solliciter son retour à la PCM. Et, a-t-elle poursuivi, tous les frais médicaux et paiement des factures pour l'hospitalisation ont été pris en charge par Christopher Ngoyi lui-même alors qu'il était là en tant que détenu en droit d'être pris en charge par l'État congolais.

La VSV a également fustigé le fait que la victime était astreinte de prendre en charge les policiers commis à sa surveillance, à raison de vingt dollars américains (USD) par jour, en plus de leur alimentation et de sa facturation d'hospitalisation journalière s'élevant à cent cinquante USD.

Cette ONG, qui prend l'État congolais pour responsable pour tout ce qui pourrait arriver à Christopher Ngoyi, exige la remise du rapport médical à la victime ; la libération de la victime en vue de lui permettre de se faire soigner dans un hôpital ou un centre médical de son choix où sa sécurité sera garantie, et l'arrêt immédiat de transfert forcé des personnes malades en détention, notamment les défenseurs des droits humains, les opposants, etc. Christopher Ngoyi Mutamba, a rappelé la VSV, avait été enlevé en janvier 2015 par des militaires et détenu au secret pendant plusieurs jours dans un cachot des services de sécurité. Il est accusé, entre autres, d'être un des instigateurs des manifestations populaires des 19, 20 et 21 janvier 2015. À cet effet, le procès ouvert en mars 2015 a été suspendu jusqu'à ce jour à la « suite du refus du tribunal et du directeur de prison d'autoriser la couverture médiatique des audiences ».

Lucien Dianzenza

ITALIE

Une école des jésuites se mobilise pour des prothèses pour la RDC

À base de plastic de récupération et grâce à des imprimantes en 3D, de jeunes ingénieurs veulent faire beaucoup avec peu.

Sous l'encadrement de leurs professeurs et le soutien de leurs parents, les élèves de de l'institut jésuite Massimiliano Massimo de Rome se sont lancés sur un projet fou : fournir dans un temps très bref des prothèses orthopédiques à deux hôpitaux d'Ouganda et de République démocratique du Congo. Mais, bien plus, les quinze étudiants veulent fournir d'ici fin avril le système complet de fabrication des prothèses à l'hôpital Lacor de Gulu (Ouganda) et au Centre Caritas de Kenge, en RD Congo.

Leur projet baptisé Crow4Africa veut contribuer à l'indépendance des centres de santé pour les fournitures de certains produits nécessaires. Ainsi, ils ont mis au point un programme d'ordinateur qui, grâce à des imprimantes 3D, réalise ces prothèses. Mais le matériau de base reste le plastic ordinaire de récupération : bouteilles, bouchon et toutes autres choses difficilement biodégradables et qui posent des problèmes environnementaux aux abords de la plupart des villes africaines.

Une campagne est désormais lancée auprès de donateurs pour trouver les

22.900 euros qui serviront à l'acquisition de l'ensemble des équipements de fabrication. Ceux-ci consistent en une tritureuse de plastic, un appareil de fusion et de moulage, des ordinateurs, des imprimantes, de l'outillage et des pièces de rechanges ainsi que les manuels pour l'emploi et la production du tout.

Les jeunes étudiants ont calculé le gain en temps d'un tel système complet, et surtout l'amointrissement des coûts des prothèses : de 300 dollars américains (parfois 3000) actuellement à 10 dollars à peine. Donc à la portée de beaucoup de familles. Les centres ainsi équipés ne seront plus astreints aux longues attentes pour se fournir en prothèses ou en pièces de rechange ; tout sera fait sur place, avec un matériau qui n'est pas des plus rares aujourd'hui en Afrique.

La campagne de récolte de fonds, la Crowdfunding, est présente sur Internet, consultable par tous. Elle donne les modalités de versement des dons sur une plateforme informatique appelée Eppela et durera jusqu'au 12 avril. Quelque 69 parents d'élèves se tiennent au côté de leurs enfants ; ils font passer le bouche à oreille pour le succès de l'opération.

Lucien Mpama

ITIE-SECTEUR EXTRACTIF

Les efforts de transparence de la RDC couronnés

Le ministre des Mines, Martin Kabwelulu, a présenté officiellement le 10 mars le prix décerné au pays par le Conseil d'administration internationale, le tout premier de cette organisation depuis sa création en 2002.

Le gouvernement de la République a de bonnes raisons d'être fier à présent que ses efforts de transparence dans la gestion des industries extractives viennent d'être reconnus officiellement par l'Initiative pour la transparence des industries extractives (Itie) internationale. Il y a de quoi s'extasier devant cette marque de reconnaissance pour un pays qui, depuis son adhésion au processus Itie en 2007, s'est évertué à se conformer aux principes qui régissent cette structure jusqu'à en devenir un modèle. Le fait que ce prix sur la déclaration de la propriété réelle décerné à la RDC soit le tout premier que l'Itie internationale décerne à un pays, depuis sa création, est révélateur de la place de choix qu'occupe désormais la RDC dans l'ordonnement des États conformes. Attribué depuis février 2016 lors des travaux de la Conférence mondiale de l'Itie tenue à Lima au Pérou, le trophée a finalement été présenté le 10 mars à Kinsha-

sa au cours d'une cérémonie présidée par le ministre des Mines. Le choix porté sur la RDC dans l'attribution de ce prix reste motivé par un certain nombre de paramètres avec, à la clé, les efforts de transparence fournis notamment dans la divulgation des informations des chiffres du secteur extractif et des propriétaires réels des entreprises extractives minières et pétrolières qui exploitent sur le territoire national. En fait, depuis son adhésion à l'Itie internationale, la RDC n'a cessé de publier régulièrement ses rapports qui mettent en exergue la traçabilité des revenus dans le secteur extractif, de la propriété réelle et de la fiabilisation des données sous l'impulsion de la coordination locale Itie-RDC.

La transparence aura donc été de mise dans la gouvernance d'un secteur extractif aussi névralgique, source d'importants revenus souvent dilapidés au grand dam de l'État propriétaire. En attendant la publication des chiffres en termes de recettes réalisées au cours de l'année 2015, le Rapport 2014 publié par l'ItieTI-RDC indique par exemple que le secteur extractif (mine et pétrole) a permis à l'État congolais d'engranger une importante somme de deux milliards de dollars américains. Pour Martin Kabwelulu, des efforts de-



Au premier-plan, Matata Ponyo et Martin Kabwelulu

vront être fournis dorénavant pour que tout devienne transparent dans le secteur. « On va s'attaquer à

ceux qui cachent les recettes. On va faire de notre mieux pour que les gens puissent déclarer

ce qu'ils gagnent et qu'ils soient transparents », a-t-il déclaré.

Alain Diasso

ÉTAT CIVIL

Lancement du projet de renforcement de l'enregistrement des naissances

Ce projet intitulé « Projet de renforcement des mécanismes de protection de l'enfant en rapport avec le droit fondamental à l'identité - enregistrement des naissances » vient d'être lancé par le gouvernement congolais avec l'appui du ministère mondiales du Canada et de L'Unicef.

Financé à hauteur de huit millions de dollars canadiens, ce projet vise à faire augmenter le nombre d'enfants enregistrés à l'état civil. Dans la finalité de faire passer, d'ici 2018, de 25% à au moins 50% le taux de filles et de garçons de moins de 5 ans enregistrés à l'état civil. Prévu pour une durée de trois ans, ce projet couvre l'ensemble du territoire et prévoit que les enfants vulnérables, filles et garçons, acquièrent eux-aussi une identité



Tout enfant a droit à une identité

juridique grâce à l'obtention de leur acte de naissance.

Le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur et Sécurité, Évariste Boshab, a fait savoir que cette initiative s'inscrit dans l'axe du Plan d'action et

de la stratégie de redynamisation du secteur de l'état civil, signée par le ministère de l'Intérieur en 2014, et va permettre d'augmenter significativement le pourcentage de filles et garçons de moins de 5 ans

enregistrés à l'état civil.

De son côté, le représentant de l'Unicef, Dr Pascal Ville-neuve, a déclaré qu'en plus de la stratégie de collaboration étroite entre les secteurs de la santé et de l'état civil pour systématiser l'enregistrement de routine des nouveau-nés, la mobilisation sociale à travers l'approche « communautés protectrices » – mécanisme qui place la communauté en tant que premier acteur de protection – sera renforcée en vue de sensibiliser et engendrer un changement de comportement positif vis-à-vis du droit à l'identité mais aussi d'identifier et référencer les enfants qui ne sont pas enregistrés.

Le projet d'enregistrement des enfants à l'état civil cible aussi les enfants sortis des forces et groupes armés. Ils bénéficieront également, en plus de leur identité juridique, du recouvrement de leur identité sociale grâce aux activités psycho-sociales mises en œuvre à travers la pratique de la Capoeira dans les zones d'urgences liées aux conflits.

Faible taux d'enregistrement des enfants en RDC

La RDC connaît un faible taux d'enregistrement des enfants à l'état civil. Les résultats de l'enquête à Grappe Multiples (MICS 2010) et de l'Enquête démographique et de Santé (EDS2013-2014) révèlent que le taux national a baissé de trois pour cent. Il est passé de 28% en 2010, à 25% en 2014. Ce faible résultat, précise l'Unicef, peut s'expliquer par le fait que le système national d'état civil, pour des raisons multiples, peine à atteindre le nouveau-nés via leur enregistrement de routine. L'étroite collaboration entre les services d'état civil et les maternités permettra, d'ici 2018, d'enregistrer de façon routinière 3.500.000 enfants soit 50% des 80% des naissances survenues en milieu médical. Les enfants, premiers bénéficiaires de ce projet, participeront activement à sa mise en œuvre à travers l'élaboration de supports de communication, la sensibilisation de leurs pairs et de leurs parents et un plaidoyer auprès des autorités.

Aline Nzuzi

KOUILOU

Les études sur le projet d'aménagement hydraulique de Sounda en cours de réalisation

Une restitution des résultats de la première phase de ces études a eu lieu, le 9 mars, au siège de la préfecture du département du Kouilou. Ceux-ci portent sur les aspects techniques, environnementaux et sociaux liés au projet de construction du barrage hydro-électrique de Sounda.

La délégation composée de l'équipe de suivi des études dudit projet et des experts chargés de les mener a été reçue par Joseph Ona Sondjo, conseiller politique, représentant le préfet du département du Kouilou. Notons que c'est la Société financière internationale (CFI), une institution de la Banque Mondiale ayant pour mission de favoriser les in-

vestissements, qui a été engagée par l'Etat congolais pour faire un travail de conseil, mener une étude de faisabilité du projet et aider à la mise en place d'un partenariat public-privé.

De ce fait, une équipe d'experts (4 experts canadiens et 5 experts congolais) chargés de réaliser les portant sur les aspects techniques, environnementaux

et sociaux a été mise en place ainsi qu'un comité de suivi des dites études d'aménagement hydraulique de Sounda. La Mission de reconnaissance a commencé il y a un mois.

La délégation des experts conduite par Markus Scheuermaier de la CFI, a effectué des visites dans les départements de Brazzaville, Pointe-Noire, Niari et Kouilou. Il est donc question dans le cadre de la première phase de déterminer les modalités de mise en place du projet, d'identifier les paramètres à considérer pour arriver à un projet optimal comme

il l'a expliqué le chef de la délégation: « *La première phase consiste en la détermination du concept optimal du projet en prenant en compte l'ensemble des contraintes qui seront soumis au gouvernement du pays pour approbation.* »

La restitution qui s'est faite avec la maquette du projet à l'appui s'est déroulée en présence de Rodolphe Onongo, représentant de la délégation générale aux grands. Pour ce qui concerne le volet technique, les études ont permis, entre autres, l'identification du site d'emplacement potentiel de la centrale présentant un avantage au niveau logistique, du lieu où installer un appareil de mesure du niveau d'eau. L'observation de la topographie du site a permis de se rendre compte des défis sur la tracée du tunnel. L'équipe a aussi effectué une visite des installations aménagées dans les années 1960.

Les études environnementales et sociales ont concerné les zones sujettes à impacts liés aux variations des débits (des inondations) et autres. Lesdites zones sont situées dans certaines localités du Kouilou où sera construit le barrage et du Niari (Kibangou, Makabana, Dolisie...) qui ont été visités par les experts.

Les visites ont aussi permis aux experts d'avoir des entretiens avec les villageois en vue de décrire leurs caractéristiques et de

recueillir leurs préoccupations. Il a été constaté la présence des peuples autochtones et des animaux (gorilles, chimpanzés...) qui devront nécessairement être prise en compte dans le projet. Il a aussi été constaté un risque de conflit avec le projet de construction de l'autoroute Dolisie-Gabon. Pour les besoins de réalisation du projet, certaines localités devront être délocalisées.

Il ressort des études que le site de Sounda est approprié pour le développement d'un barrage en tenant compte des enjeux de ce projet bénéfique pour tous avec des impacts sur les populations en amont et en aval. « *La collecte des informations se poursuit* », a indiqué Marku Cheuermaier qui a, par ailleurs, signalé que si le premier travail est approuvé par le gouvernement du Congo, les études techniques environnementales, sociales et juridiques se poursuivront de manière plus affinées avant de conclure : « *Nous pourrions aussi conseiller dans la mise en place d'un partenariat public privé.* » Joseph Ona Sondjo, conseiller politique, représentant le préfet a insisté sur la nécessité de la réalisation de ce projet sur son rôle dans le développement du pays. Il a souhaité que ce projet bénéficie de l'attention du gouvernement.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

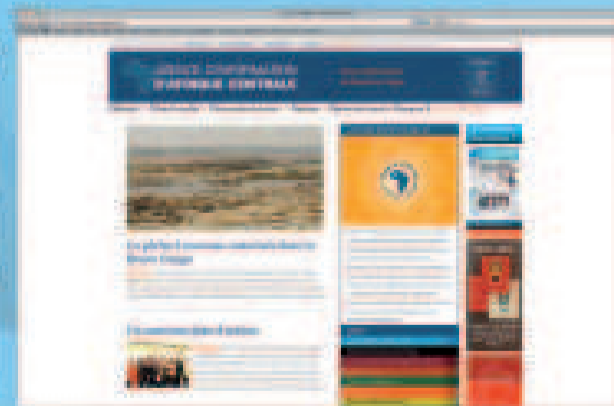
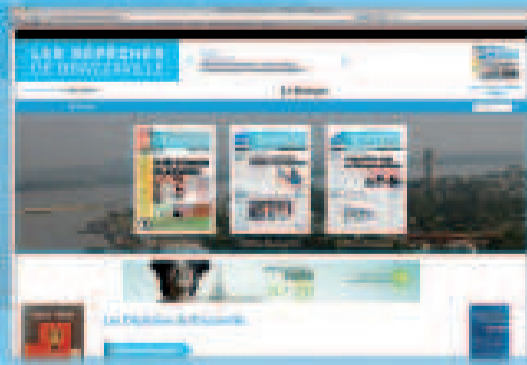


La séance de restitution

Consultez nos nouveaux sites internet !

- Ergonomiques et esthétiques
- Un fil d'information en continu pour suivre l'actualité en temps réel
- Des liens sur les informations phares
- Différentes entrées possibles, par département, par thèmes...
- Un site très illustré avec de nombreuses photos, vidéos...
- Des dossiers thématiques notamment sur la diaspora, le foot, la culture...

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE



www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiaac-congo.com

Un rendez-vous
quotidien
incontournable

HUMEUR

Quand l'auto-médication n'est pas toujours heureuse !

Nous ne condamnons pas ici l'auto-médication dite de responsable qui consisterait, pour les individus, à soigner leurs maladies grâce à des médicaments autorisés, accessibles sans ordonnance médicale, sûrs et efficaces dans les conditions d'utilisation indiquées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avec bien sûr le conseil du pharmacien. Nous nous attaquons beaucoup plus à cette mauvaise pratique sociale qui tend à prendre de l'ampleur dans certains ménages due parfois à une négligence des membres de ceux-là qui préfèrent réutiliser un médicament prescrit sans l'avis d'un professionnel de santé. Et la suite, ce sont parfois des complications sanitaires regrettables.

Oui, l'acte de se soigner seul tend à devenir une pratique qui ne fait plus peur aujourd'hui, et pourtant celle-ci est trop dangereuse car elle peut aboutir aux conséquences sociales néfastes. Alors comment tout le monde peut se permettre à se substituer aux spécialistes de la santé en jouant au petit infirmier ou au petit médecin, lorsqu'on sait que le médicament est une molécule très dangereuse dont son administration recommande les conseils des « initiés » ? Et lorsqu'on fréquente certains ménages et certaines familles, cette pratique devient très courante. « Je sens un léger mieux depuis que je prends le médicament que j'ai pu retrouver dans ma petite pharmacie de la maison », phrase non appréciable mais souvent écoutée ici et là dans certains ménages. Et ce sont surtout tous ceux qui ont pris l'habitude de conserver à la maison des produits déjà à moitié utilisés il y a bien longtemps.

Et lorsqu'on interroge des gens qui se servent souvent de cette pratique, ils n'hésitent pas à nous étaler plus d'avantages de l'auto-médication que de ses méfaits. Et pourtant cette pratique est reconnue par plusieurs personnes comme rarement heureuse, car elle peut occasionner des complications sanitaires sévères. À dire vrai, se soigner seul comporte entre autres risques dus à la fois au médicament lui-même, la méconnaissance des composants du médicament, toxicité méconnue, date de péremption et autres. Les risques liés à la prise elle-même, notamment les interactions médicamenteuses, erreur de posologie, méconnaissance des effets secondaires, non-prise en compte des éventuelles allergies.

Et en ce qui concerne le corps médical, cela ne va pas sans difficultés. L'auto-médication pratiquée dans les ménages par les membres de ceux-ci peut occasionner un retard de diagnostic, masquer certains symptômes, fausser l'interprétation des résultats biologiques, entraîner d'autres maladies et aggraver d'autres maux. On le dira jamais assez, les médicaments quand ils sont mal utilisés peuvent avoir des conséquences inverses de leur objectif premier : celui de la guérison. Encore que cette pratique peut à mener à soigner les symptômes sans pour autant combattre les causes réelles et véritables de la maladie et retarder ainsi la guérison de celle-ci.

En revanche, le personnel sanitaire lorsqu'il est interrogé sur la question, affirme que l'auto-médication n'est une bonne parade contre les maladies mineures que lorsque celle-ci est adoptée à des soins basiques et lorsque les risques de complications sont faibles. Ainsi, il est important de prendre les mesures nécessaires afin d'éviter toute menace. Ces mesures semble-t-il passent par la bonne conservation des médicaments mais aussi par une lecture méticuleuse des notices fournies.

Ceci étant, l'auto-médication n'est pas toujours conseillée, car elle a des risques divers. Cependant, s'il y a l'auto-médication à faire, ayons toujours à l'esprit qu'elle doit s'effectuer sur une courte durée, au-delà, seul le médecin pourra voir et dire ce qu'il faudra faire. Encore que l'Internet et les publicités de tout genre sur certains médicaments sont en train de favoriser ce phénomène social dangereux.

Faustin Akono

COUPE DE LA CAF

V Club Mokanda garde son sang froid pour le match de qualification face à Police FC du Rwanda

Le représentant congolais à la Coupe de la Confédération africaine de football, V Club Mokanda s'est contenté d'un nul vierge face à Police FC du Rwanda le, 12 mars au Complexe sportif de Pointe-Noire, dans le cadre des matches aller des 16e de finale de la compétition orange

Zéro but partout, c'est le score qui a sanctionné le samedi à Pointe-Noire, la confrontation, V Club Mokanda - Police FC. En effet déterminé à faire le résultat à domicile afin de garantir sa qualification en phase de poule avant le match retour prévu dans une semaine à Kigali, V Club Mokanda, seul club congolais resté en lice après l'élimination de Diables noirs aux préliminaires de la même compétition a puisé dans son réservoir pour sécuriser sa cage.

Le club congolais a pourtant bien débuté la rencontre en s'offrant deux occasions de but dès l'entame du match. En tout première minute Mathias Ossangatsama s'est retrouvé seul devant le portier rwandais, Marcel Nzarora après avoir trompé la défense adverse mais, il frappe dans le décor. Trois minutes plus tard, la même action se répète et cette fois-ci, deux attaquants face au gardien, mais Mayamba Moukoki mal inspiré classe son tir à quelques centimètre des buts.

Après plus de six minutes d'observation, les joueurs de Police FC physiquement plus efficace au milieu du terrain, mettent la pression au camp adverse et obligent V Club à courir derrière le ballon. En deux minutes, les rwandais obtiennent successivement trois corners mais, la défense de V Club ne cède pas. En 16 minutes de jeu, la formation rwandaise a obtenu six corners contre zéro pour le club congolais. Les deux équipes se sont séparées à la mi-temps sur le score de 0 but partout.

Par ailleurs, l'absence d'Audavy Kibama Maloula (malade mais sur le banc de touche) sur l'ère de jeu a pesé sur le milieu de terrain V clubien, lui qui était l'une des pièces maîtresses lors du match retour contre Akwa-United du Nigeria.

En deuxième période, la frappe écrasée d'Amran Nshimiyama en première quart d'heure a inquiété le club de Pointe-Noire. Ne trouvant pas le chemin des filets, le staff technique de Police a mieux jugé de renforcer sa défense pour éviter la surprise.

À l'issue de ce match-aller des 16e de finale de la Coupe de la CAF, l'entraîneur de V Club, Alain Kayi, garde son sang froid. « On était engagé à faire le résultat à la maison, nos attaquants ont eu deux occasions dès l'entame du match mais n'ont pas su loger le ballon au font du filet. Vers la fin

nous avons cherché à pouvoir nous organiser mais l'adversaire à compris et a renforcé sa ligne défensive. Nous sommes sereins pour le match retour, surtout qu'on vient de faire match nul de 0 à 0 et comme nous avons vu jouer l'adversaire, nous allons bâtir une stratégie pour faire mieux au retour », a-t-il dit.

De son côté, l'entraîneur de Police FC, Casa Mbungu pense que 0 à 0 n'est pas un bon résultat. « Le score nul vierge n'est pas un très bon résultat, parce que si nous faisons 1 but partout en match retour ils vont passer. Nous souhaitons gagner le match aller mais, on n'a pas été chanceux. Dès le retour au pays, nous avons un match de championnat avant le match retour dans une semaine, il faudrait que nous soyons physiquement bon pour gagner à domicile », a indiqué l'entraîneur, qui a d'ailleurs reconnu le talent de certains joueurs V clubiens qui sont, entre autres, Assouni (touché et sortie en première période), Kibama, Bissounga.

Rappelons que V Club Mokanda avait accédé au second tour de la compétition après avoir éliminé Akwa United du Nigeria. En aller, le club ponténégrin s'était incliné à domicile, 0-1 et au retour il a rendu la monnaie, 1-0 avant de s'imposer aux tirs aux buts, 6-5.

Charlem Léa Legnoki

Anatole Élenga confiant de la victoire de V club Mokanda face à police FC du Rwanda

Le président de l'équipe V club Mokanda, Anatole Élenga, s'est ainsi exprimé à l'occasion d'une interview qu'il accordée le 11 mars à la presse locale conformément au match qui a opposé samedi à Pointe-Noire sa formation à l'équipe Police Football club de Rwanda comptant pour les seizièmes de finale de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF).



Les Dépêches de Brazzaville: Comment votre formation entend affronter demain cette formation rwandaise ?

Anatole Elenga : C'est avec plus de sérénité que mon équipe compte affronter demain l'équipe FC du Rwanda, conformément à une expérience acquise lors des récentes rencontres avec la formation nigériane.

LDB : Qu'en est-il de la qua-

lité des joueurs de votre formation que vous avez tant envisagé le renforcement technique en vue de l'amélioration du jeu sur le terrain ?

A.E : Cette question sera abordée lors de la phase de poule, ainsi pour ce qui est de la rencontre de demain le staff technique a déjà travaillé en vue de maintenir le dispositif habituel des joueurs.

LDB : À quelques heures de

cette rencontre et en votre qualité de président de V club Mokanda, quel est votre moral ?

AE : Je suis un grand positiviste, mon moral est au beau fixe ainsi que celui de mon équipe. Les joueurs sont internés dans les meilleures conditions. De ce fait, nous sommes confiants de la victoire pour la rencontre de demain. V club Mokanda doit déjà sécuriser sa qualification à la phase de poule à partir de cette rencontre.

LDB : Avez-vous une connaissance minutieuse de l'équipe adverse ?

AE : Personnellement non. Je crois que le staff technique a certainement travaillé avec certaines vidéos de cette équipe, ainsi il a bâti les stratégies nécessaires conformément à ce match.

LDB : Quel est l'appel que vous lancez au public sportif congolais en général et ponténégrin en particulier ?

AE : J'invite toutes les formations de football à y prendre part afin de susciter une flamme collective pour susciter une ferveur générale synonyme de victoire.

Séverin Ibara

GENDARMERIE NATIONALE

Claude Olivier Epelet, nouveau commandant de la brigade ferroviaire

Le colonel Claude Olivier Epelet a été intronisé le 11 mars au tarmac de la Base aérienne du camp militaire des Martyrs de Pointe-Noire par le commandant de la gendarmerie nationale, le général de brigade, Paul Victor Moigny en présence du préfet de Pointe-Noire, Alexandre Honoré Paka, des autorités civiles et militaires ainsi que des parents, amis et connaissances

Chevalier dans l'ordre de mérite congolais, le colonel Claude Olivier Epelet a été formé à l'Académie militaire Marien-Ngouabi de 1990 à 1992 avant de poursuivre sa formation à Saumur en France entre 1996 et 1997 où il participe aux cours d'application des lieutenants de l'ABC à l'École d'application de l'Arme Blindée Cavalerie (ABC), sanctionné par le diplôme d'officier de l'ABC. Entre 2001-2002, il passe un stage à l'École des officiers de la gendarmerie nationale de Melun en France pour les Cours d'officier supérieur de gendarmerie. De 2007 à 2008, il participe au Cours d'état-major interarmées à l'Académie Militaire-Marien Ngouabi, où il obtient le diplôme d'état-major. Et en 2015, il a bénéficié d'un stage de cours de commandement de direction à l'École de guerre de Luanda en Angola.

Le nouveau promu a successivement occupé plusieurs fonctions au niveau national. De 2013 à 2014, il est chef de service Central des recherches judiciaires



Le colonel Claude Olivier Epelet

de la gendarmerie nationale. De 2011 à 2013, chef de division organisation et réglementation à la direction de l'organisation et de l'emploi de l'état-major de la gendarmerie nationale. De 2007 à 2011, il est chef d'état-major de la région de gendarmerie de la Likouala après avoir assuré l'intérimaire dans le même poste de 2006-2007. Entre 2005 et 2006, il est commandant de compagnie d'Epéna, après avoir occupé la même fonction tour à tour

à Imphondo en 2005, à Dolisie, 2003-2005 et à Ewo, 2002-2003. De 2000 à 2001, il est chef de section opérations à l'École militaire préparatoire général Leclerc. De 1993-1996, chef du 2e peloton de reconnaissance du 1er régiment blindé des Forces armées congolaises.

Son intronisation par le commandant de la gendarmerie nationale est la suite d'une série d'installation des officiers récemment nommés aux nouvelles fonctions,

lancée depuis quelques semaines à Brazzaville par la gendarmerie nationale. Ces nominations obéissent aux principes de la mobilité fonctionnelle dont la mise en application au sein de l'institution est désormais irréversible et permettent de redynamiser et de donner le nouvel élan au fonctionnement des unités. Nommé par note de service n° 000146/MDN/GN/COMGEND/DPF du janvier 2016, le colonel Claude Olivier Epelet remplace à cette

fonction le lieutenant colonel Nicolas Ngakosso appelé à d'autres fonctions. Intronisant le nouveau promu, le général de brigade, Paul Victor Moigny, a demandé au groupement de gendarmerie ferroviaire de lui obéir pour l'intérêt du service. « À compter de ce jour, vous reconnaîtrez le commandant de la gendarmerie ferroviaire étant votre chef, le colonel Epelet Claude Olivier ici présent. Vous lui obéirez en tout ce qu'il vous commandera pour l'intérêt du service, dans l'exécution des règlements militaires, dans l'observation des lois de la République, conformément à la Constitution », a-t-il indiqué.

Après la réception de l'étendard de la République, signe de commandement, le colonel Claude Olivier Epelet a esquissé sa feuille de route. « La prise de commandement c'est un moment de joie et d'émotion, c'est pourquoi je voudrais d'abord remercier l'éternel des armées qui a inspiré le commandant de la gendarmerie afin de me nommer à cette fonction. Celle-ci n'est peut-être pas facile parce qu'il faudrait qu'on réponde aux attentes de notre partenaire, le CFCO qui est en train de lutter pour que la voie ferrée soit pérennisée et rentable », a-t-il dit. Le nouveau commandant a ajouté qu'ils feront de telle sorte que les gendarmes qui convoient les trains soient disciplinés et assidus.

Charlem Léa Legnoki

MUSIQUE

Un groupe de jeunes adolescents surprend le public ponténégrin

Le nouveau groupe formé de jeunes adolescents dont l'âge varie entre 12 et 14 ans crée depuis un certain temps de la sensation au sein de la population de la ville océane. Ces enfants se produisent dans les rues avec des instruments fabriqués à partir des objets de récupération.

Ayant une passion pour la musique, ces jeunes font la musique à leur manière. Ils la bousculent, la taquinent, l'enrobent de subtiles styles et la réchauffent de leurs voix juvéniles. Parmi ces huit musiciens, il y a une fille. Elle est la doyenne du groupe, elle donne du rythme à toute l'équipe et son champ d'action reste la batterie.

En réalité, ces jeunes ont tous un dénominateur

commun : le talent.

Dans les rues de Pointe-Noire où ils font connaissance avec le public, ces petits musiciens donnent de la sensation et de l'émotion à la population.

Pour certains, ils ont déjà une carrure de stars, car depuis leur première apparition dans la rue, ils se sont déjà fait un nom, en attirant des fans. Ces jeunes jouent pour se faire également un peu d'argent. Et devant leurs micros non sonorisés, l'on peut déjà apercevoir un petit pot qui fait appel à la charité.

Hugues Prosper Mabonzo

Le groupe en plein spectacle au fond Tié-Tié
crédit photo Adiac



CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE DIRECT LIGUE 1

La JST monte à la deuxième marche

Les nuls concédés par les Diabes noirs et le Club athlétique renaissance aiglon ont fait le bonheur de la Jeunesse sportive de Talangaï (JST) qui se hisse pour la première fois depuis le début de la compétition à la deuxième place, juste derrière l'AC Léopards de Dolisie.



La JST continue sa montée (Photo Adiac)

La JST a frappé fort lors de la 14e journée en dominant le 9 mars FC Kondzo sur un score de 4-2. Mabilia Mayindou a inscrit un doublé. Nulva Ayessa et Madinga Kayala ont contribué à ce précieux succès. La JST compte désormais 20 points soit un de plus que les Diabes noirs. Les Diablotins ont perdu une place au classement provisoire après avoir été tenus en échec le 10 mars par Nico-Nicoyé sur un score d'un but partout. Christ Bakaki a ouvert le score à la 72e minute. Quatre minutes plus tard, Teddy Membo a rétabli l'équilibre. Le Cara qui n'a pas pu faire mieux qu'un match nul contre Patronage Sainte-Anne 1-1, conserve sa quatrième place avec 28 points. Les Aiglons ont laissé échapper les points dans les ultimes minutes de la rencontre. Darel Nkounkou avait placé le Cara devant à la 65e minute. Karlyns Ganckwa lui a répondu à la 85e minute. L'Etoile du Congo privée de son match de la 14e journée contre les Jeunes Fauves, à cause des seizièmes de finale de la Ligue africaine des champions, a été évincée de la 5e place à cause de la victoire de la Jeunesse

sportive de Poto-Poto (JSP) sur Saint Michel de Ouenzé 1-0. La JSP (26 points) devance l'Etoile du Congo de deux longueurs. Même sans jouer son match contre l'AC Léopards, reporté à cause du déplacement des Fauves du Niari en Afrique du sud, La Mancha tient sa septième place à 23 points devant Patronage Sainte-Anne 20 points et Nico-Nicoyé 19 points. L'Interclub est monté à la 10e place avec le même nombre de points que Nico-Nicoyé grâce à sa victoire 2-1 sur Tongo football club le 11 mars au stade Alphonse-Massamba-Débat. Pigeon vert, la lanterne rouge du championnat, a signé sa première victoire en s'imposant devant Munisport 3-1 pendant que l'AS Cheminots et l'Association sportive Ponténégrine (ASP) se neutralisaient 1-1.

Ces deux scores n'ont pas vraiment eu d'influence sur le classement provisoire. Pigeon vert reste dernier avec cinq points, soit deux de retard que Munisport, l'avant dernier. L'AS Che-

minots est 18e avec 9 points mais avec une différence inférieure à Tongo football club et V Club. Cette dernière équipe n'a pas joué son match de la 14e journée contre ASK en raison des seizièmes de finale de la Coupe africaine de la Confédération.

Le programme de la 15e journée

Le lundi, Tongo football club affronte Patronage Sainte-Anne avant le match JST-Nico-Nicoyé. Le mardi, Interclub sera aux prises au Cara puis la JSP recevra Pigeon vert. Au Complexe sportif de Pointe-Noire, l'AS Cheminots accueillera La Mancha. Le mercredi à Sibiti, les Jeunes Fauves recevront la JSP. Et au stade Alphonse-Massamba-Débat, SMO accueille Munisport avant Kondzo-Diabes noirs. Les matches V Club-AC Léopards et Etoile du Congo-ASK sont reportés à une date ultérieure en raison bien sûr des seizièmes de finales retour des compétitions africaines.

James Golden Eloué

FOOTBALL

Le week-end des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en France (National)

National, 24e journée

Titularisé pour la première fois de la saison en championnat, Bevic Moussiti Oko n'a pas manqué l'occasion. Sur le terrain de la lan-



Première titularisation et premier but en National pour Bevic Moussiti Oko, ici face à Sedan, lors de la victoire de Dunkerque à Fréjus (droits réservés)

terne rouge, Fréjus-Saint-Raphaël, l'international Espoir congolais a été le premier à l'œuvre, avec une percée sur le côté gauche et un tir contré qui termine en corner. La deuxième occasion sera la bonne avec une reprise du plat du pied sur une passe en retrait de Tamboura (32e). Au retour des vestiaires, les Nordistes seront largement dominés par l'Etoile et l'ancien joueur de Lesquin n'aura pas d'autres occasions de briller avant sa sortie à la 63e. Mais son équipe l'emporte 2-0.

Dans les rangs de Fréjus, Amine Linganzi n'était pas retenu. Ladislas Douniama est resté sur le banc, lors de la victoire de Strasbourg à Colmar (3-0). Sans Juvrel Loumingou, laissé à disposition de la réserve, Châteauvieux chute lourdement face à Luçon (0-3). Strasbourg profite de la défaite de Marseille-Consolat face à Amiens pour reprendre les rênes du championnat avec 43 points. Avec dix points de moins, Dunkerque est 7e et se rapproche du maintien. Avec 21 points, Fréjus-Saint-Raphaël est dernier. Et presque condamné.

Camille Delourme

RÉFLEXION

Les Dépêches du Congo à la conquête de l'Europe

L'idée de diffuser notre journal en Europe (1) est née, paradoxalement, du refus d'un grand groupe de presse français, dont nous taillons le nom, d'imprimer chaque nuit, comme nous le lui proposons, son quotidien à Brazzaville, à Abidjan, à Dakar, à Antananarivo en même temps qu'à Paris, Bordeaux, ou Marseille.

Ayant doté notre imprimerie Les Manguiers d'outils sophistiqués qui permettent la transmission instantanée des pages de notre quotidien sur les cinq continents il nous est apparu évident, alors, que nous avions désormais la capacité d'inverser le projet sur lequel nous travaillions depuis des mois et qui, malheureusement, ne semblait pas devoir aboutir avant longtemps : oui, l'édition internationale des Dépêches de Brazzaville pouvait fort bien être vendue chaque matin dans les capitales eu-

ropéennes où vivent et prospèrent, nombreux, les Congolais de la diaspora des deux rives ; oui, la version écrite et imprimée de notre quotidien diffusée à Paris, à Bruxelles et autres capitales du Vieux Continent contribuerait à projeter une image plus juste, plus vraie, plus concrète de cette partie du monde que les médias occidentaux s'acharnent à décrier sans en connaître les réalités ; oui, cette innovation aux allures de pari inciterait sans doute, certainement même, d'autres grands médias africains à se lancer eux aussi dans la conquête intellectuelle de l'Europe et du même coup à s'affirmer sur la scène médiatique mondiale.

Il va de soi que nous n'avons encore aucun moyen de vérifier si l'analyse qui se trouve à l'origine du lancement de l'édition internationale des Dépêches de Brazzaville sous le titre Les Dépêches du Congo est juste.

Mais de la même façon que rien ne nous permettait il y a huit ans de croire à la réussite de la transformation de notre magazine en un quotidien dont la diffusion ne cesse de croître dans les deux Congo tout semble indiquer, aujourd'hui, que la décision ainsi prise est la bonne. Tout à commencer par le fait que l'Afrique joue un rôle croissant au plan international dans les domaines tels que la littérature, l'art, la musique, la mode, l'innovation technique, la science, les nouvelles technologies et que, selon toute vraisemblance, son influence ne cessera plus de s'affirmer dans les décennies à venir.

Alors qu'un écrivain congolais avec lequel nous entretenons des liens aussi anciens qu'amicaux, Alain Mabanckou, s'appête à dispenser sa première leçon magistrale au Collège de France la parution à Paris du premier numéro des Dépêches du

Congo est un autre signal fort envoyé aux puissances qui n'ont toujours pas compris que l'Afrique n'a pas de leçons à recevoir des autres continents. Entrée dans l'Histoire bien avant les Etats qui, forts de leur richesse, prétendent régenter le monde, elle entend désormais se faire entendre de la communauté internationale à haute et intelligible voix. Et rien, absolument rien, ne pourra s'opposer à cette émergence stratégique qui porte en elle de profonds changements sur tous les plans, dans tous les domaines.

Longue vie donc aux Dépêches du Congo qui mettront tout en oeuvre, à leur modeste échelle, pour accompagner ce grand mouvement.

(1) Voir l'éditorial en page 2 du présent numéro.

Jean-Paul Pigasse